

TUNISIE



# BULLETIN DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Migration dans un contexte  
économique complexe

Automne 2023



LA BANQUE MONDIALE

BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Moyen-Orient et Afrique du Nord



# Tunisie Bulletin de Conjoncture Économique

Migration dans un contexte  
économique complexe

Automne 2023



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

### **Droits et autorisations**

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Photos de couverture utilisées avec la permission de Alex Cimbali/Shutterstock.com (haut), Scharfsinn/Shutterstock.com (centre gauche), WDR/la Banque mondiale (centre droit), et Pixelvario/Shutterstock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements . . . . .	vii
Liste des Abréviations et Acronymes . . . . .	ix
Résumé Analytique . . . . .	xi
Executive Summary . . . . .	xv
ملخص تنفيذي . . . . .	xix

## Partie A : Développements économiques récents . . . . . 1

1. La modeste reprise économique est encore ralentie en raison de la sécheresse, des conditions de financement incertaines et de la lenteur des réformes. . . . .	1
2. Des prix mondiaux plus modérés et une performance des à exportations ont réduit le déficit du compte courant au premier semestre 2023. . . . .	5
3. Malgré la baisse du déficit courant, la mobilisation d'un financement extérieur suffisant demeure difficile. . . . .	7
4. Les pénuries de produits de base se sont poursuivies, en partie alimentées par le système de subventions et la baisse de la production agricole, allant de pair avec l'endettement croissant des entreprises publiques commercialisant les produits importés et subventionnés. . . . .	8
5. L'inflation a quelque peu ralenti par rapport aux niveaux records enregistrés au début de 2023, mais elle demeure élevée . . . . .	11
6. Le budget reste sous pression car la faible croissance affecte négativement les recettes fiscales . . . . .	12
7. La dette publique élevée continue de mettre la pression sur le système bancaire national. . . . .	14
8. Les perspectives de croissance se détériorent alors que les conditions de financement extérieur restent difficiles. . . . .	15

## Partie B : Faire de la migration un moteur de croissance et de développement pour la Tunisie . . . . . 19

### Liste des figures

Figure 1 Le PIB a chuté au deuxième trimestre 2023 . . . . .	2
Figure 2 La reprise économique de la Tunisie a été lente. . . . .	2
Figure 3 La valeur ajoutée dans le secteur agricole a fortement diminué au premier semestre 2023. . . . .	4

Figure 4	L'agriculture a été à l'origine du ralentissement de la croissance en 2023. ....	4
Figure 5	Le chômage est revenu à son niveau (élevé) d'avant la crise, mais davantage de travailleurs ont quitté le marché du travail. ....	4
Figure 6	Les résultats sur le marché du travail sont particulièrement défavorables aux femmes. ....	4
Figure 7	Les industries mécaniques ont contribué à modérer le déficit commercial en 2023. ....	6
Figure 8	Les principales exportations tunisiennes ont bénéficié de la hausse des prix en 2023. ....	6
Figure 9	L'énergie représente une part de plus en plus prépondérante du déficit commercial. ....	7
Figure 10	Le déficit commercial ainsi que les recettes du tourisme ont contribué à réduire le déficit du compte courant. ....	7
Figure 11	Vu la faiblesse des flux d'IDE et des investissements de portefeuille, la Tunisie s'appuie sur les emprunts souverains pour couvrir ses besoins extérieurs (données par semestre, millions de DT courants). ....	8
Figure 12	Malgré les pressions sur les besoins de financement extérieur, le dinar est resté relativement stable. ....	8
Figure 13	Les crédits BNA à l'Office des Céréales ont presque quadruplé depuis 2019. ....	9
Figure 14	Les importations de blé dur sont restées stables malgré une baisse significative de la production nationale. ....	9
Figure 15	Sans tenir compte des coûts de transformation, le prix d'achat du blé est inférieur au prix à la consommation de la baguette depuis 2022. ....	10
Figure 16	L'inflation a commencé à baisser en 2023 mais reste élevée. ....	12
Figure 17	Contrairement à d'autres pays, l'inflation des produits alimentaires a augmenté durant la dernière année. ....	12
Figure 18	La hausse des prix à la consommation au cours de la période 2021-2023 n'est corrélée ni à la croissance monétaire ni à la croissance du crédit. ....	12
Figure 19	Les recettes fiscales ont sous-performé au premier semestre 2023. ....	13
Figure 20	L'histoire de deux dépenses : subventions versus dépenses en capital. ....	13
Figure 21	La part des créances nettes de l'État dans le total des crédits continue d'augmenter à mesure que la croissance du crédit faiblit. ....	15
Figure 22	Les Tunisiens vivant à l'étranger sont historiquement bien plus nombreux que les étrangers résidant en Tunisie. ....	21
Figure 23	La migration irrégulière de la Tunisie vers l'Europe est en augmentation depuis 2019. ....	21
Figure 24	Les envois de fonds ont toujours été l'afflux financier étranger le plus important pour la Tunisie. ....	21
Figure 25	Le stock d'immigrés en Tunisie reste relativement faible en pourcentage de la population résidente. ....	23
Figure 26	La population tunisienne vieillit rapidement. ....	23
Figure 27	La Tunisie a accordé moins d'autorisations de travail alors que l'immigration est croissante. ....	24
Figure 28	En 2023, la Tunisie est devenue le point de départ le plus important pour les migrants irréguliers vers l'Italie. ....	25
Figure 29	Les Tunisiens représentent une minorité des arrivées en provenance de Tunisie depuis le dernier trimestre 2022. ....	25

## Liste des encadrés

Encadré 1	S'adapter à des pénuries d'eau plus fréquentes et plus graves. ....	3
Encadré 2	Le rebond du tourisme international en Tunisie. ....	5

Encadré 3 L'activité déficitaire de la vente de baguettes en Tunisie .....	10
Encadré 4 L'exposition croissante de la BNA à l'Office des Céréales pourrait nuire à l'activité de la banque. ....	15
Encadré 5 Le cadre juridique tunisien de la migration et du travail. ....	24

**Liste des tables**

Tableau 1 Principaux indicateurs macroéconomiques. ....	17
---	----







# REMERCIEMENTS

**L**e bulletin de conjoncture économique rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes en Tunisie à la lumière des défis plus larges du développement du pays. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur la Tunisie. Le Bulletin de conjoncture pour la Tunisie est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale.

Chaque numéro comprend une section sur les développements économiques récents et une discussion sur les perspectives économiques, suivie d'une section spéciale s'appuyant sur les analyses récentes de la Banque mondiale sur la Tunisie. Le rapport a été initialement publié en anglais sous le titre « Migration amid challenging economic conditions » et a été publié pour la première fois en 2023. En cas de divergence, la version originale en langue anglaise prévaut.

Ce numéro a été préparé par une équipe dirigée par Massimiliano Cali (Economiste Senior, MTI) et Mohamed Habib Zitouna (Consultant, MTI). L'équipe comprend également: Riadh Ammari (Spécialiste en

communications, External Affairs) et Fatma Marrakchi Charfi (Consultante, MTI); et pour la partie B, Federica Alfani (Economiste, Pauvreté) et and Gabriele Restelli (Consultant, Pauvreté). Ce numéro a été préparé sous la direction de Jesko Hentschel (Directeur pays, MNC01), Eric Le Borgne (Responsable de pôle, MTI) et Alexandre Arrobbio (Représentant résident, Tunisie). Le rapport a également bénéficié des contributions de Paola Barsanti, Aude Galli, Ahmed Mes-saoudi et Quy Toan-Do.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des membres du Conseil d'administration de la Banque Mondiale ou des pays qu'ils représentent. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Tunisie, veuillez visiter le site : <https://www.worldbank.org/en/country/tunisia> (anglais) ou <https://www.albankaldawli.org/ar/country/tunisia> (Arabe).

Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Massimiliano Cali ([mcali@worldbank.org](mailto:mcali@worldbank.org)) ou Eric Le Borgne ([eleborgne@worldbank.org](mailto:eleborgne@worldbank.org)). La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 9 octobre 2023.



# LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

---

BCT	Banque Centrale de Tunisie	MET	Monitor Économique Tunisien
BNA	Banque Nationale Agricole	MFPE	Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
CNP	Crédits Non Performants	MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
DAES-ONU	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
DCC	Déficit du Compte Courant	OdC	Office des Céréales
DT	Dinar Tunisien	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
EIMM	Enquêtes Internationales sur la Migration des Ménages	OIT	Organisation Internationale du Travail
EPN	Entreprises Publiques Nationales	ONU	Organisation des Nations Unies
EUR	Euro	OTE	Office pour les Tunisiens à l'Étranger
FEF	Facilité Élargie de Financement	PIB	Produit Intérieur Brut
FMI	Fonds Monétaire International	PMD	Projet Migrants Disparus
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
IDE	Investissement Direct Étranger	UGTT	Union Générale Tunisienne du Travail
INS	Institut National des Statistiques	USD	Dollar des États-Unis
IPC	Indice des Prix à la Consommation		



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

## **La sécheresse a ralenti une reprise économique déjà limitée au premier semestre 2023**

Pour la sixième année consécutive, le taux de précipitations est inférieur à la moyenne. Ce qui a compromis la production agricole tunisienne et a ralenti encore une fois une reprise économique déjà limitée. L'économie tunisienne a connu une croissance en termes réels de 1,2 pour cent au premier semestre 2023, soit la moitié du taux de 2022 et près d'un quart du taux de 2021. La sécheresse a aggravé une reprise difficile, marquée par un financement extérieur incertain et des obstacles réglementaires à la croissance persistants. Ces obstacles n'ont pas été surmontés par les réformes économiques. La Tunisie enregistre une reprise économique modeste en comparaison avec les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec un PIB par habitant toujours inférieur de 4,7 pour cent par rapport à son niveau d'avant la pandémie. Avec une croissance économique limitée, le taux de chômage a légèrement augmenté au deuxième trimestre 2023, se stabilisant au niveau d'avant Covid. Tandis que le taux d'activité est resté inférieur à celui d'avant Covid.

## **Les termes de l'échange favorables et la reprise du tourisme ont amélioré le déficit du compte courant, mais les besoins de financement extérieur restent importants tandis que le financement extérieur a diminué**

Le déficit commercial de la Tunisie a diminué de 39 pour cents au cours des 8 premiers mois de 2023 pour atteindre 12,2 milliards de DT (7,5 pour cent du PIB de 2023), grâce à des prix internationaux plus favorables de l'énergie et des produits alimentaires. Le déficit énergétique s'est creusé en raison d'une baisse de la production intérieure et malgré des prix internationaux plus favorables, continuant ainsi, de représenter la majeure partie du déficit commercial. La réduction du déficit commercial conjuguée au rebond des recettes touristiques (+47 pour cent sur un an à fin août 2023) et à la stabilité des envois de fonds (voir partie B), ont réduit le déficit des opérations courantes (DOC) au premier semestre 2023. La baisse du DOC a atténué la pression sur les besoins de financement extérieur, qui restent cependant importants au vu du lourd échéancier à venir de remboursement de la dette extérieure : 4,8 milliards de

DT, soit 3 pour cent du PIB au cours des deux derniers trimestres de 2023. En l'absence de sources privées de capitaux, la Tunisie continue de dépendre des prêts souverains pour financer ses besoins extérieurs dans un contexte de conditions de financement incertaines. La diminution du déficit courant ainsi que les récents financements extérieurs supplémentaires, notamment de la part de l'Arabie Saoudite, ont contribué à atténuer la pression sur les réserves de change et sur le dinar, fournissant ainsi une certaine marge de manœuvre pour préserver les équilibres extérieurs.

### **Les pénuries de produits de base se sont poursuivies, en partie générées par le système de subventions et la baisse de la production agricole, qui ont également accru la dette des entreprises publiques commercialisant les biens importés subventionnés**

Comme les conditions de financement extérieur restent strictes, les importations ont continué à se contracter. C'est particulièrement le cas des produits commercialisés par des entreprises publiques très endettées, qui détiennent le monopole de l'importation et de la distribution de produits spécifiques. Par exemple, comme la sécheresse a réduit de deux tiers la récolte de blé dur de la Tunisie début 2023 par rapport à l'année précédente, l'Office des Céréales a eu des difficultés à augmenter ses importations pour compenser le déficit. La quantité de blé dur fournie au marché a chuté de 18 pour cent au premier semestre 2023 par rapport à l'année précédente, contribuant ainsi aux pénuries de certains produits céréaliers. Le système de contrôle des prix qui régule les marchés du blé et d'autres produits de base tels que le sucre, le lait et l'huile végétale est un facteur clé de l'endettement croissant des entreprises publiques qui ont le monopole d'importation et de commercialisation des produits importés, ainsi que des pénuries qui en découlent.

### **L'inflation a diminué mais elle reste élevée – notamment pour les produits alimentaires**

L'inflation a commencé à diminuer depuis le pic de février 2023 (10,4 pour cent). Elle a atteint 9 pour cent en septembre grâce à la baisse des prix mondiaux et la faiblesse de la demande intérieure. Cependant, l'inflation reste élevée, en particulier dans le secteur alimentaire (13,9 pour cent), car la sécheresse et la compression des importations ont réduit l'offre sur les marchés alimentaires intérieurs. L'inflation demeure également bien supérieure au taux d'intérêt, même si ce dernier a été maintenu constant en 2023. Le maintien d'une banque centrale forte et indépendante constituera un pilier principal dans la quête de la stabilité des prix.

### **La croissance modérée de la masse salariale publique a contenu le déficit budgétaire au cours du premier semestre 2023, alors que son financement crée un effet d'éviction du crédit au secteur privé**

Le ralentissement de la croissance a réduit les performances des impôts indirects, notamment la TVA et les droits de douanes. En conséquence, l'augmentation des recettes fiscales au premier semestre 2023 a été plus modeste (+8,3 pour cent) que les prévisions de la loi de finances 2023 (+15,3 pour cent) et inférieure au taux d'inflation (les recettes fiscales se sont donc contractées en termes réels). Toutefois, la croissance plus contenue de la masse salariale publique et la faiblesse des investissements publics ont permis d'équilibrer le budget au premier semestre 2023, comme l'année précédente. Maintenir une croissance modérée de la masse salariale et inverser la tendance à la baisse des investissements publics en réorientant les subventions demeurent essentiels à la croissance économique. La dette publique s'élevait à 79,8 pour cent du PIB en 2022 et le service de la dette a atteint 3 pour cent du PIB au premier semestre 2023. Compte

tenu de l'accès limité au financement international, le gouvernement s'est de plus en plus appuyé sur l'emprunt intérieur, ce qui évince le crédit au secteur privé.

## **Les perspectives de croissance dépendent fortement de l'évolution de la sécheresse et des conditions de financement extérieur**

La Banque Mondiale prévoit une croissance du PIB de 1,2 pour cent en 2023 – un ralentissement significatif par rapport à 2021–2022 – avec une légère hausse à 3,0 pour cent en 2024. Les prévisions de croissance pour 2024 sont soumises à d'importants risques à la baisse liés à l'évolution de la sécheresse ainsi qu'au rythme des réformes structurelles planifiées par le gouvernement et aux conditions de financement. Les déficits jumeaux de la Tunisie devraient se modérer grâce à des prix plus favorables des matières premières et à une certaine compression des dépenses. Cependant, le financement des déficits nécessitera une augmentation significative du financement extérieur face au lourd calendrier de remboursement de la dette. Si le rythme des réformes et le niveau de financement restent suffisants, nous prévoyons que la croissance du PIB se maintiendra à 3 pour cent en 2025–2026, accompagnée d'une certaine stabilisation des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires. Cela impliquerait une lente convergence vers le milieu des années 2030s vers la trajectoire de croissance à long terme, dont l'économie s'est écartée depuis la crise du Covid-19.

## **L'émigration – y compris irrégulière – est une stratégie de plus en plus importante pour les Tunisiens face à la situation économique et sociale difficile du pays**

L'émigration devient une stratégie de plus en plus importante pour les Tunisiens pour faire face à la situation économique et sociale délicate du pays. Les flux d'émigration de la Tunisie ont considérablement

augmenté au cours des deux dernières décennies et ont suivi des voies plus irrégulières depuis 2019. Avec plus de 54 000 arrivées (19 pour cent), les Tunisiens représentent la principale nationalité des migrants irréguliers ayant atteint l'Italie via la route de la Méditerranée centrale entre janvier 2019 et juin 2023. Pour beaucoup de tunisiens l'émigration est très attrayante en raison des possibilités de revenus plus élevés en Europe. Toutefois, ces gains de revenus potentiels sont considérablement plus faibles lorsque les migrants sont sans papiers. Plus de 200 000 migrants sont également revenus en Tunisie avec des compétences et des capitaux à investir, ayant résidé à l'étranger en moyenne 11 années. Néanmoins, ils sont moins nombreux à revenir que les travailleurs émigrants hautement qualifiés..

Tout comme les Tunisiens émigrent à la recherche de meilleures conditions de vie, la Tunisie est également un pays de destination pour environ 60 000 migrants venant de l'étranger en 2020, selon les estimations de l'UNDESA et l'enquête Tunisie-HIMS. Leur nombre a augmenté à un rythme plus lent que celui de l'émigration ces dernières années. Aujourd'hui, ils représentent environ 0,5 pour cent de la population – un chiffre très faible, entre 20 et 25 fois inférieur à celui des pays européens voisins, notamment l'Italie, la France et la Libye voisine. Cependant, pour les migrants, il est difficile de conserver leur statut légal en Tunisie, car les procédures d'obtention d'un permis de séjour ou de travail sont lourdes, ce qui les rend plus vulnérables et moins capables de contribuer à l'économie tunisienne.

Depuis fin 2022, la Tunisie est également devenue un important pays de transit pour la migration irrégulière vers l'Europe. Au cours des huit premiers mois de 2023, 73 829 personnes sont arrivées en Italie par voie maritime depuis la Tunisie. Cela représente environ 44 pour cent de tous les migrants irréguliers vers l'Europe et deux tiers des migrants irréguliers vers l'Italie via la route de la Méditerranée centrale au cours de la période. Parmi eux, la grande majorité venait d'Afrique subsaharienne. La multiplication des départs irréguliers a entraîné une recrudescence des incidents et une augmentation du nombre des victimes au large des côtes tunisiennes.

## **La Tunisie peut travailler – également avec les pays partenaires – pour maximiser les bénéfices de la migration**

La migration deviendra probablement de plus en plus importante pour la Tunisie, tant en termes d'entrées que de sorties, compte tenu de la transition démographique en Tunisie et en Europe. Ainsi, la Tunisie peut travailler (également avec les pays partenaires) pour maximiser les bénéfices de la migration. En tant que pays principalement d'émigrant, la Tunisie pourrait contribuer à renforcer l'adéquation de ses émigrés à la demande étrangère, notamment par une coopération renforcée avec les pays de destination. Une telle

coopération devrait inclure la concentration de l'aide internationale sur les objectifs de développement en Tunisie. D'après les données disponibles, l'augmentation des revenus des ménages contribuera à réduire la propension à envisager d'émigrer par des voies irrégulières. Comme son importance en tant que pays de destination (et donc de migrants souhaitant s'installer en Tunisie) est susceptible de croître, la Tunisie peut également accroître les avantages économiques des immigrants en facilitant le statut régulier des migrants et en rationalisant la reconnaissance de leurs qualifications, ce qui a été identifié comme l'un des aspects clés de la mise en œuvre réussie d'accords de mobilité bilatéraux impliquant des partenariats de compétences.



# EXECUTIVE SUMMARY

## **The drought slowed down an already limited economic recovery in the first half of 2023**

The sixth consecutive year of below-average rainfall compromised Tunisia's agricultural production and slowed down further an already limited economic recovery. The Tunisian economy expanded in real terms by 1.2 percent in the first half of 2023, half the rate of 2022, and almost a quarter of the 2021 rate. The drought has compounded a difficult recovery, marred by uncertain external financing and continued regulatory barriers to growth, which have not been addressed by economic reforms. Tunisia exhibits a very modest economic recovery in comparison with other countries from the Middle East and North African region, with its GDP per capita still 4.7 percent below the pre-pandemic level. With limited economic growth, the unemployment rate increased slightly by the second quarter of 2023, stabilizing at the pre-Covid level, while the labor force participation rate remained below pre-Covid.

## **Favorable terms of trade and the tourism recovery improved the current account deficit but external financing needs remain significant while external financing has declined**

Tunisia's merchandise trade deficit declined by 39 percent in the first 8 months of 2023 to TD 12.2 billion (7.5 percent of 2023 GDP), boosted by more favorable

international energy and food prices. The energy deficit widened due to a drop in domestic production in spite of more favorable prices, continuing to account for the majority of the merchandise trade deficit. The narrowing trade deficit along with the rebounding of tourism receipts (+47 percent year-on-year as of the end of August 2023) and the stable performance of remittances (see part B) brought down the current account deficit (CAD) in the first half of the year. The lower CAD eases the pressure on the external financing needs, which however remain significant in light of the forthcoming heavy external debt repayment schedule: TD 4.8 billion, or 3 percent of GDP in the last two quarters of 2023. In the absence of private sources of capital, Tunisia continues to depend on sovereign lending to finance its external needs amidst uncertain financing conditions. The narrowing of the CAD along with recent additional external financing, notably from Saudi Arabia, helped to ease the pressure on foreign exchange reserves and the Dinar, providing some buffer on the external side.

## **Shortages of basic products have continued, partly fueled by the system of subsidies and the drop in agricultural production, which have also increased the debt of state-owned marketing boards**

As external financing conditions remain tight, imports have continued to be compressed. That is particularly the case for highly indebted state-owned trade boards,

which hold the monopoly over the import and distribution of specific products. For example, as the drought reduced Tunisia's hard wheat harvest by two-third in early 2023 compared to previous year, the Office des Céréales had difficulties to step up its imports to compensate for the shortfall. The quantity of hard wheat supplied to the market dropped by 18 percent in the first half of 2023 compared to previous year, contributing to the shortages of cereal products. The system of price control that regulates the markets of wheat and other basic products such as sugar, milk and vegetable oil is a key driver of the increasing indebtedness of the state-owned marketing boards and shortages.

### **Inflation moderated slightly but it remains high—especially for food**

Inflation started to moderate since the peak of February 2023 (10.4 percent). It declined to 9.0 percent in September on the back of lower global prices and weak domestic demand. However, inflation is still high, particularly for food (13.9 percent), as the drought and the import compression have reduced the supply in domestic food markets. Inflation also remains well above the interest rate, even though the latter has remained stable in 2023. Maintaining a strong and independent Central Bank will be a central pillar in the pursuit of price stability.

### **The moderate public wage bill growth contained the budget deficit during the first half of 2023, as its financing continues to crowd out private sector credit**

The slowdown in growth dragged the performance of indirect taxes, particularly VAT and customs. As a result, the increase in tax revenues in the first half of 2023 has been more modest (+8.3 percent) than expected in the 2023 Budget Law (+15.3 percent), and lower than the inflation rate (so tax revenues contracted in real terms). However, the more contained public wage bill growth and weak public investment allowed the balancing of the budget in the first half of 2023, in line with the year before. Maintaining a con-

tained wage bill growth and reversing the declining trend of public investment by re-orienting subsidies continue to be key for economic growth. Public debt stood at 79.8 percent of GDP in 2022 and the debt servicing cost reached 3 percent of GDP in the first half of 2023. Given the limited access to international financing, the government has increasingly relied on domestic borrowing which is crowding out credit to the private sector.

### **Growth prospects are highly dependent on the evolution of the drought and on external financing conditions**

The World Bank forecasts a 1.2 percent GDP growth in 2023—a significant slowdown compared to 2021–22—with a slight uptick to 3.0 percent in 2024. The 2024 growth forecast is subject to significant downside risks related to the evolution of the drought, and the pace of structural reforms planned by the government, and financing conditions. Tunisia's twin deficit is expected to moderate on the back of more favorable commodity prices and some compression of expenditures. However, the financing of the deficits will require a significant scale-up of the external financing in the face of the heavy debt reimbursement schedule. If the pace of reforms and the level of financing remain sufficient, we project GDP growth to remain at 3 percent in 2025–26 along with some stabilization of the macro and fiscal imbalances. That would entail a slow convergence towards the long-run growth path, from which the economy deviated during the Covid-19 crisis, by mid-2030s.

### **Emigration—including through irregular channels—has become an increasingly important strategy to cope with the difficult economic and social situation in the country**

Emigration is becoming an increasingly important strategy for Tunisians to cope with the challenging economic and social situation in the country. Tunisia's emigration flows increased significantly over the last

two decades, and have followed more irregular pathways since 2019. With more than 54,000 arrivals (19 percent), Tunisians represent the main nationality of irregular migrants having reached Italy via the Central Mediterranean Route between January 2019 and June 2023. For many Tunisians, emigration harbors a high attractiveness given the higher income possibilities in Europe. However, such potential income gains are considerably lower when migrants are undocumented. More than 200,000 Tunisian emigrants have also come back to Tunisia bringing back skills and capital to invest having resided abroad on average for about 11 years. Nonetheless, fewer return than those who emigrate, particularly among the high-skilled.

Just like Tunisians emigrate in search of better living conditions, Tunisia is also a destination country for about 60,000 migrants coming from abroad as of 2020, based on UNDESA estimates and the Tunisia-HIMS survey. Their number increased at a slower pace than emigration in recent years. Today, they make up around 0.5 percent of the population—a very low number indeed between 20 and 25 times lower than in close European countries including Italy and France and neighboring Libya. However, for migrants, it is challenging to maintain their legal status in Tunisia, as obtaining a residence or work permit is cumbersome, making them more vulnerable and less able to contribute to the Tunisian economy.

Since the end of 2022, Tunisia has also become an important transit country for irregular migration to Europe. In the first eight months of 2023, 73,829 people arrived in Italy by sea from Tunisia. That is around 44 percent of all irregular migrants to Europe and two

third of irregular migrants to Italy via the Central Mediterranean route over the period. Of these, the large majority were coming from sub-Saharan Africa. The rise in irregular departures has led to an uptick in incidents and casualties off the Tunisian coasts.

### **Tunisia can work (also with partner countries) to maximize the benefits of migration**

Migration will likely become increasingly important for Tunisia in terms of both inflows and outflows, given the demographic transition in both Tunisia and Europe. As such Tunisia can work (also with partner countries) to maximize the benefits of migration. As a country of mainly emigration, Tunisia could help strengthen the match of its emigrants with the demand abroad, including through enhanced cooperation with destination countries. Such cooperation should include focusing international assistance towards development objectives in Tunisia. Based on available evidence, increasing household incomes will contribute to reducing the propensity to consider emigrating through irregular channels. As its importance as a destination country (hence migrants who want to settle in Tunisia) is likely to increase, Tunisia can also enhance the economic benefits from immigrants by facilitating migrants' regular status and streamlining the recognition of their qualifications, which has been identified as one of the key aspects for the successful implementation of bilateral mobility agreements involving skill partnerships.



# ملخص تنفيذي

## أدى الجفاف إلى تباطؤ التعافي الاقتصادي المحدود في الأصل في النصف الأول من عام 2023

عائدات السياحة (+47 بالمائة على أساس سنوي حتى نهاية أغسطس 2023) والأداء المستقر للتحويلات المالية إلى خفض عجز الحساب الجاري في النصف الأول من العام. وقد أدى انخفاض عجز الحساب الجاري إلى التخفيف من الضغط على احتياجات التمويل الخارجي، والتي تظل كبيرة مع ذلك في ضوء جدول سداد الديون الخارجية الثقيلة المقبلة: 4.8 مليار دينار تونسي، أو 3 في المائة من الناتج الداخلي الخام خلال النصف الأخير من عام 2023. في غياب مصادر التمويل من الأسواق المالية، تواصل تونس الاعتماد على الإقتراض السيادي لتمويل احتياجاتها الخارجية وسط ظروف تمويل غير مؤكدة. وساعد تقليص عجز الحساب الجاري إلى جانب التمويل الخارجي الإضافي الأخير، لا سيما من المملكة العربية السعودية، على تخفيف الضغط على احتياطات العملة الأجنبية والدينار، وبالتالي توفير بعض المساحة للحفاظ على التوازنات الخارجية.

## وأدت أسعار التبادل التجاري المواتية وانتعاش السياحة إلى تحسين عجز الحساب الجاري، لكن احتياجات التمويل الخارجي لا تزال كبيرة في ظل انخفاض مستوى التمويل الخارجي

ومع استمرار ضيق شروط التمويل الخارجي، استمرت الضغوط على الواردات. وهذا هو الحال بشكل خاص بالنسبة للمؤسسات العمومية والمثقلة بالديون، والتي تحتكر استيراد وتوزيع منتجات معينة. على سبيل المثال، نظراً لأن الجفاف أدى إلى انخفاض محصول القمح الصلب في تونس بمقدار الثلثين في أوائل عام 2023 مقارنة بالعام السابق، واجه ديوان الحبوب صعوبات في زيادة وارداته لتعويض النقص. وانخفضت كمية القمح الصلب المتوفرة في السوق بنسبة 18 بالمائة في النصف الأول من عام 2023 مقارنة بالعام السابق، مما ساهم في نقص بعض منتجات الحبوب. يعد نظام مراقبة الأسعار الذي ينظم أسواق القمح والمنتجات الأساسية الأخرى مثل السكر والحليب والزيت النباتي عاملاً أساسياً لنقصها وتزايد مديونية المؤسسات العمومية.

أضرت ندرة نزول الأمطار التي انخفضت إلى مستوى دون المتوسط للسنة السادسة على التوالي بالإنتاج الفلاحي في تونس وأدت إلى تباطؤ الانتعاش الاقتصادي المحدود في الأصل. حقق الاقتصاد التونسي نمواً بنسبة 1.2 بالمائة في النصف الأول من 2023، أي نصف نمو 2022، وربع نمو 2021 تقريباً. وقد أدى الجفاف إلى تفاقم عملية التعافي الصعبة، التي شابها عدم اليقين على مستوى التمويل الخارجي واستمرار الحواجز التنظيمية والقانونية أمام النمو، والتي لم تعالجها الإصلاحات الاقتصادية حتى الآن. تظهر تونس انتعاشاً اقتصادياً متواضعاً مقارنة بالدول الأخرى في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، حيث لا يزال نصيب الفرد من الناتج الداخلي الخام أقل بنسبة 4.7 في المائة من مستوى ما قبل الوباء. ومع النمو الاقتصادي المحدود، ارتفع معدل البطالة بشكل طفيف بحلول الربع الثاني من عام 2023، واستقر عند مستوى ما قبل كوفيد، في حين ظل معدل المشاركة في القوى العاملة أقل من مستواه قبل جائحة كوفيد.

## وأدت أسعار التبادل التجاري المواتية وانتعاش السياحة إلى تحسين عجز الحساب الجاري، لكن احتياجات التمويل الخارجي لا تزال كبيرة في ظل انخفاض مستوى التمويل الخارجي

انخفض العجز التجاري لتونس بنسبة 39 بالمائة في الأشهر الثمانية الأولى من عام 2023 إلى 12.2 مليار دينار تونسي (7.5 في المائة من الناتج الداخلي الخام لعام 2023)، مدعوماً بأسعار الطاقة والغذاء الدولية التي أخذت منحى تنازلي وهو أكثر ملاءمة للاقتصاد التونسي. واتسع العجز في الطاقة بسبب انخفاض الإنتاج المحلي على الرغم من تحسن الأسعار، وبالتالي ظل يمثل غالبية العجز التجاري. أدى تقليص العجز التجاري إلى جانب انتعاش

## وقد سجل تراجع طفيف في نسبة التضخم ولكنه ظل مرتفعاً - وخاصة بالنسبة للمواد الغذائية

بدأ التضخم في الانخفاض منذ الذروة التي بلغها في فبراير 2023 (10.4%) وانخفض إلى 9.0 بالمائة في سبتمبر/أيلول على خلفية انخفاض الأسعار العالمية وضعف الطلب المحلي. ومع ذلك، لا يزال التضخم مرتفعاً، خاصة بالنسبة للأغذية (13.9 في المائة)، حيث أدى الجفاف وضغط الواردات إلى انخفاض العرض في أسواق المواد الغذائية المحلية. ولا يزال التضخم أيضاً أعلى بكثير من سعر الفائدة، على الرغم من أن هذا الأخير ظل مستقراً في عام 2023. وسيكون الحفاظ على بنك مركزي قوي ومستقل ركيزة أساسية في السعي لتحقيق استقرار الأسعار.

## أدى التطور المعتدل في نسق ارتفاع الأجور في القطاع العام إلى احتواء عجز ميزانية الدولة خلال النصف الأول من عام 2023، حيث يواصل تمويلها منافسة تمويل القطاع الخاص

وأدى تباطؤ النمو إلى انخفاض أداء الضرائب غير المباشرة، وخاصة الضريبة على القيمة المضافة و الرسوم الجمركية. و لذلك، كانت الزيادة في الإيرادات الضريبية في النصف الأول من عام 2023 أقل (+8.3 بالمائة) مما كان متوقفاً في قانون المالية لعام 2023 (+15.3 في المائة)، وأقل من معدل التضخم (وبالتالي تقلصت عائدات الضرائب بالقيمة الحقيقية). ومع ذلك، فإن زيادة احتواء نسق ارتفاع الأجور في القطاع العام وضعف الاستثمار العام سمحا بتحقيق التوازن في ميزانية الدولة في النصف الأول من عام 2023، كما كان الحال في العام الماضي. ويظل الحفاظ على نمو معتدل في كتلة الأجور وعكس الاتجاه المنحدر في الاستثمار العمومي من خلال إعادة توجيه الدعم ضروريا للنمو الاقتصادي. بلغ الدين العمومي 79.8% من الناتج الداخلي الخام في عام 2022، ووصلت تكلفة خدمة الدين إلى 3% من الناتج الداخلي الخام في النصف الأول من عام 2023. ونظراً لمحدودية التوصل إلى التمويل الدولي، اعتمدت الحكومة بشكل متزايد على الاقتراض المحلي الذي ينافس تمويل القطاع الخاص.

## تعتمد آفاق النمو بشكل كبير على تطور العوامل المناخية وعلى ظروف التمويل الخارجي

ويتوقع البنك الدولي نمو الناتج الداخلي الخام بنسبة 1.2% في عام 2023 - وهو تباطؤ كبير مقارنة بالفترة 2021-2022 - مع ارتفاع طفيف إلى 3.0% في عام 2024. وتضع توقعات النمو لعام 2024 لمخاطر تتعلق بتطور العوامل المناخية (الجفاف)، وتيرة الإصلاحات الهيكلية التي تخطط لها الحكومة، وشروط التمويل. ومن المتوقع أن يتراجع العجز المزدوج في تونس بفضل تحسن أسعار المواد الأساسية وبعض الضغط على النفقات. ومع ذلك، فإن تمويل العجز سيتطلب زيادة كبيرة في التمويل الخارجي لمواجهة جدول سداد الديون الثقيل. وفي حالة ظلت وتيرة الإصلاحات ومستوى التمويل كافيين، فإننا نتوقع أن يظل نمو الناتج المحلي الإجمالي عند 3% في الفترة 2025-2026 إلى جانب بعض الاستقرار في الاختلالات

الكلية والمالية العامة. هذا من شأنه أن يؤدي إلى تقارب بطي نحو مسار النمو طويل الأمد، الذي انحرف عنه الاقتصاد خلال أزمة كوفيد - 19، بحلول منتصف ثلاثينيات القرن الحالي.

## أصبحت الهجرة - بما في ذلك عبر القنوات غير النظامية - استراتيجية ذات أهمية متزايدة لدى التونسيين للتعامل مع الوضع الاقتصادي والاجتماعي الصعب في البلاد

أصبحت الهجرة استراتيجية ذات أهمية متزايدة لدى التونسيين للتعامل مع الوضع الاقتصادي والاجتماعي الصعب في البلاد. زادت تدفقات الهجرة التونسية بشكل كبير خلال العقد الماضي، واتبعت المزيد من المسارات غير النظامية منذ عام 2019. ومع وصول أكثر من 54000 شخص (19 بالمائة)، يمثل التونسيون الجنسية الرئيسية للمهاجرين غير نظاميين الذين وصلوا إلى إيطاليا عبر طريق وسط البحر الأبيض المتوسط بين يناير 2019 ويونيو 2023. بالنسبة للعديد من التونسيين، تتمتع الهجرة بجاذبية عالية نظراً لاحتمالات الدخل المرتفعة في أوروبا. ومع ذلك، فإن مكاسب الدخل المحتملة هذه تكون أقل بكثير عندما يكون المهاجرون بدون بطاقات هوية. أكثر من 200.000 تونسي عادو إلى تونس حاملين معهم المهارات ورأس المال للاستثمار بعد أن أقاموا في الخارج لمدة 11 عاماً في المتوسط. ومع ذلك، فإن العائدين أقل من أولئك الذين يهاجرون، وخاصة بين ذوي المهارات العالية.

متلما يهاجر التونسيون بحثاً عن ظروف معيشية أفضل، تعد تونس أيضاً بلد مقصد لحوالي 60 ألف مهاجر قادم من الخارج اعتباراً من عام 2020، بناءً على تقديرات إدارة الشؤون الاقتصادية والاجتماعية ومسح تونس-HIMS. وقد زادت أعدادهم بوتيرة أبطأ من الهجرة إلى تونس في السنوات الأخيرة. واليوم، يشكلون حوالي 0.5% من السكان، وهو رقم منخفض للغاية - ما بين 20 إلى 25 مرة أقل مما هو عليه في الدول الأوروبية القريبة - بما في ذلك إيطاليا وفرنسا - وليبيا المجاورة. مع العلم أن، بالنسبة للمهاجرين، من الصعب الحفاظ على وضعهم القانوني في تونس، لأن الحصول على تصريح إقامة أو عمل مرهق وصعب، مما يجعلهم أكثر عرضة للخطر وأقل قدرة على المساهمة في الاقتصاد التونسي.

ومنذ نهاية عام 2022، أصبحت تونس أيضاً دولة عبور مهمة للهجرة غير الشرعية إلى أوروبا. في الأشهر الثمانية الأولى من عام 2023، وصل 73829 شخصاً إلى إيطاليا عن طريق البحر من تونس. ويمثل هذا حوالي 44 بالمائة من جميع المهاجرين غير نظاميين إلى أوروبا وثلثي المهاجرين غير نظاميين إلى إيطاليا عبر طريق وسط البحر الأبيض المتوسط خلال هذه الفترة. وكانت الغالبية العظمى من هؤلاء قادمين من أفريقيا جنوب الصحراء الكبرى. وأدى ارتفاع حالات المغادرة غير النظامية إلى ارتفاع وتيرة الحوادث والإصابات قبالة السواحل التونسية.

## يمكن لتونس أن تعمل (أيضاً مع الدول الشريكة) على تحقيق أقصى قدر من فوائد الهجرة

من المرجح أن تصبح الهجرة ذات أهمية متزايدة بالنسبة لتونس من حيث التدفقات الداخلة والخارجة، نظراً للتحوّل الديموغرافي في كل من تونس

الحد من الميل إلى التفكير في الهجرة عبر القنوات غير النظامية. ومع احتمال زيادة أهميتها كبلد مقصد (وبالتالي المهاجرين الذين يرغبون في الاستقرار في تونس)، يمكن لتونس أيضًا تعزيز الفوائد الاقتصادية للمهاجرين من خلال تسهيل الوضع النظامي للمهاجرين وتبسيط الاعتراف بمؤهلاتهم، وهو ما تم تحديده على أنه أحد الجوانب الرئيسية للتنفيذ الناجح لاتفاقيات التنقل الثنائية التي تنطوي على شركات في المهارات.

وأوروبا. وعلى هذا النحو، يمكن لتونس أن تعمل (أيضًا مع الدول الشريكة) على تحقيق أقصى قدر من فوائد الهجرة. وباعتبارها بلدًا للمهاجرين بشكل رئيسي، يمكن لتونس أن تساهم في تعزيز كفاية مهاجريها للطلب الخارجي، لا سيما من خلال تعزيز التعاون مع بلدان المقصد وينبغي أن يشمل هذا التعاون تركيز المساعدة الدولية على تحقيق الأهداف الإنمائية في تونس. واستنادًا إلى البيانات المتاحة، فإن زيادة دخل الأسر ستسهم في





# DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

## 1. La reprise économique modeste est encore ralentie en raison de la sécheresse, des conditions de financement incertaines et de la lenteur des réformes

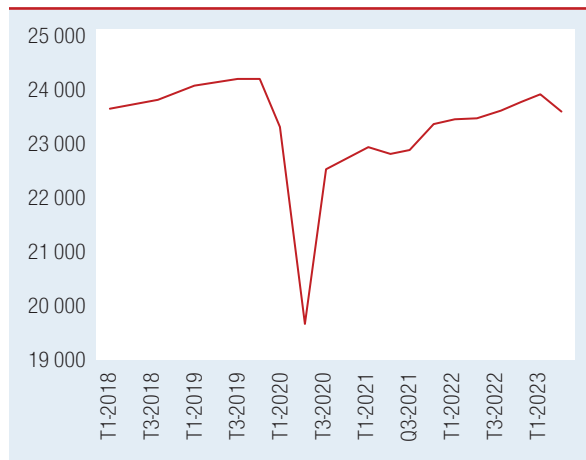
La reprise économique modeste de la Tunisie s'est encore ralentie au premier semestre 2023, alourdie par une grave sécheresse, des conditions de financement incertaines et par un lent rythme des réformes planifiées par le gouvernement. Une sixième année consécutive de précipitations inférieures à la moyenne a compromis la production agricole du pays, avec une valeur ajoutée sectorielle en baisse de 9 pour cent en termes réels au premier semestre 2023 par rapport à la même période en 2022. Ce choc négatif est aggravé par une reprise difficile, marquée par un financement extérieur incertain et des obstacles réglementaires persistants à la croissance, tels que les autorisations d'accès à de nombreux secteurs, des contrôles stricts et discrétionnaires sur les changes et la capture réglementaire des opérateurs historiques déjà établis dans le secteur, qui n'ont pas été résolus par les réformes (voir le numéro d'hiver 2022 du Bulletin de Conjoncture Economique pour la Tunisie). Par conséquent, l'économie n'a progressé en termes réels

que de 1,2 pour cent au premier semestre 2023, soit la moitié du taux enregistré en 2022 et près du quart du taux réalisé en 2021 (4,4 pour cent).

**Le PIB réel de la Tunisie reste inférieur au niveau d'avant la pandémie, avec une reprise économique très modérée en comparaison avec les autres pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).** Le ralentissement économique a été particulièrement important au deuxième trimestre 2023, alors que l'impact de la sécheresse s'est aggravé. Le PIB réel a chuté de 1,3 pour cent par rapport au premier trimestre, soit la plus forte baisse trimestrielle depuis la pandémie (figure 1). Il était toujours inférieur à celui du deuxième trimestre 2019 (de 2,3 pour cent) et même du deuxième trimestre 2018 (de 0,6 pour cent). Cette performance a été relativement modeste par rapport aux pairs de la Tunisie, qui ont enregistré des baisses plus faibles pendant la pandémie et des reprises plus soutenues (figure 2). En effet, au premier trimestre 2023, tous les pays comparables de la Tunisie avaient un PIB réel supérieur au niveau d'avant la pandémie.

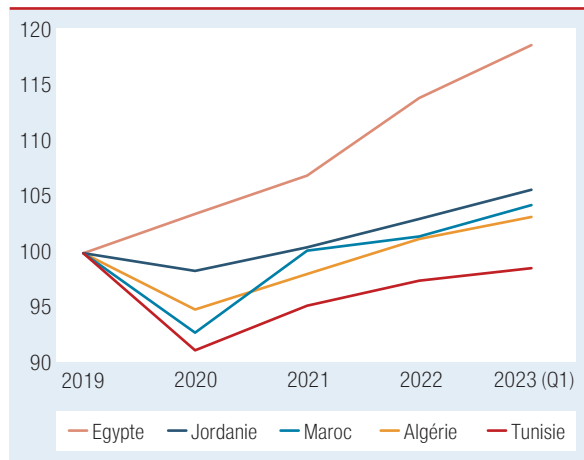
**L'agriculture a été le principal moteur du ralentissement économique de 2023, car les précipitations faibles et variables ont mis en évidence les carences d'un secteur qui a besoin de réformes**

**FIGURE 1 • Le PIB a chuté au deuxième trimestre 2023 (PIB trimestriel aux prix 2015)**



Source : Institut National de la Statistique (INS).

**FIGURE 2 • La reprise économique de la Tunisie a été lente (PIB, prix constants ; 2019=100)**



Source : Macro Poverty Outlook - Banque Mondiale.

**pour s'adapter au changement climatique.** Le manque de précipitations au cours des 5 premiers mois de 2023 a aggravé les effets des conditions climatiques difficiles qui prévalaient en Tunisie au cours des 6 dernières années, obligeant le gouvernement à introduire des restrictions d'irrigation en mars 2023. Ceci a entraîné une récolte réduite et une perte importante de production. Le secteur céréalier – qui représente une part importante de l'alimentation nationale – en est un cas d'école. Comme discuté dans le numéro d'automne 2022 du Bulletin de Conjoncture Economique pour la Tunisie, les superficies cultivées en blé ont diminué régulièrement ces dernières années (de 1,5 million d'hectares en 2011 à 1,1 million en 2021). Cela s'explique principalement par la baisse de productivité due à des précipitations plus variables et à l'appauvrissement des sols, ainsi qu'à des prix de vente défavorables, fixés par l'Office tunisien des céréales (Office des Céréales – OdC). Les conditions de sécheresse exceptionnelle de cette année ont précipité les pertes de production, la majeure partie de la production céréalière étant pluviale. Ainsi, la production céréalière nationale a chuté de presque deux tiers par rapport à l'année dernière.<sup>1</sup> Cela représente un peu plus d'un quart du niveau de la même période en 2020. Cette trajectoire illustre l'évolution d'une tendance plus globale du secteur agricole, dont la valeur ajoutée au premier semestre a chuté de 11,2 pour cent entre 2019 et 2023 (figure 3). Comme les conditions pluviométriques

devraient encore se détériorer à l'avenir en raison du changement climatique, la Tunisie doit agir rapidement pour renforcer la résilience de l'agriculture ainsi que du secteur de l'eau dans son ensemble (encadré 1).

**Les hôtels, restaurants et industries manufacturières – tirés par la demande extérieure – ont été les principaux contributeurs positifs à la croissance économique en 2023, compensant la contraction des secteurs primaires.** La poursuite de la reprise post-Covid du tourisme au cours des 6 premiers mois de 2023 a permis une croissance robuste du secteur des Hôtels et Restaurants (+ 17 pour cent sur un an) ainsi que des services de transport (+ 5 pour cent). Ensemble, ces secteurs de services ont contribué à hauteur de 0,8 point de pourcentage à la croissance, soit les trois quarts de la croissance globale du PIB en 2023, contribuant ainsi à l'essentiel de la croissance (figure 4). Les flux touristiques ont rebondi aux niveaux de 2019 avec plus de cinq millions de visiteurs en Tunisie entre janvier et juillet 2023. La plupart des arrivées proviennent des pays voisins, mais le nombre de touristes européens a également augmenté. Le secteur manufacturier a affiché des taux de croissance plus faibles, le textile et l'habillement (+6 pour cent glissement annuel) et les industries mécaniques et électriques (+5 pour cent) ayant enregistré des performances relativement meilleures que le reste du secteur.

<sup>1</sup> Basé sur les données de ventes de l'OdC.

## ENCADRÉ 1 : S'ADAPTER À DES PÉNURIES D'EAU PLUS FRÉQUENTES ET PLUS GRAVES

Sa situation géographique fait de la Tunisie l'un des pays les plus exposés au changement climatique dans la région méditerranéenne. Les augmentations de température devraient s'accompagner de précipitations réduites et plus variables.

D'ici 2050, les ressources globales en eau par personne et par an pourraient diminuer jusqu'à 66 pour cent (de 366 m<sup>3</sup> à 122 m<sup>3</sup>).<sup>a</sup> Compte tenu des tendances actuelles de la demande en eau, les réductions de l'approvisionnement en eau devraient avoir pour conséquence que 28 pour cent de la demande ne sera pas satisfaite d'ici 2050 dans le scénario du statu quo.<sup>b</sup> La diminution de la quantité s'accompagnerait d'une baisse de la qualité de l'eau et d'une incidence croissante des maladies liées à l'eau, avec des conséquences négatives plus prononcées pour les populations les plus défavorisées.

Une analyse récente de la Banque mondiale explore les relations entre les objectifs de développement en Tunisie et le changement climatique, tant en termes de risques que d'opportunités.<sup>c</sup> L'analyse révèle que les principaux systèmes agricoles en Tunisie (arboriculture, oasis, céréales et élevage) sont parmi les plus vulnérables au changement climatique et que la disponibilité de l'eau constitue une préoccupation majeure. Les impacts économiques et sociaux des futures pénuries d'eau seront très importants. La Banque mondiale prévoit que la production d'olives, qui représentaient 40 pour cent du total des exportations agricoles en 2019, pourrait diminuer par 69 pour cent d'ici 2050. La production agricole devrait chuter entre 29,1 et 33,1 pour cent par rapport aux projections dans un scénario sans stress climatique. Cela aura des conséquences négatives plus prononcées sur les ruraux pauvres, qui disposent de moins de ressources pour faire face aux impacts climatiques. Ces pertes se traduiraient par une réduction du PIB réel comprise entre 4,1 et 4,6 pour cent. Une grande partie de ces pertes pourraient se matérialiser d'ici 2030, lorsque la taille de l'économie serait entre 2,0 et 2,7 pour cent plus petite que ce qu'elle serait sans les conditions de sécheresse induites par le changement climatique. Ce qui équivaut à une perte estimée entre 2,7 et 3,8 milliards de DT (0,9 et 1,3 milliard de dollars) par an.

Sur la base de cette analyse, un certain nombre de réformes et d'investissements ciblés peuvent être suggérés pour garantir qu'une quantité suffisante d'eau soit disponible pour répondre aux besoins du pays :

- Gérer la demande en eau (y compris par des mesures telles que la tarification, les quotas et le comptage). L'amélioration de l'efficacité et l'emploi de techniques alternatives de stockage des eaux souterraines peuvent maximiser les ressources en eau conventionnelles existantes en Tunisie.
- Promouvoir l'utilisation de solutions naturelles – en particulier celles qui soutiennent la recharge des réservoirs d'eau souterraine en restaurant les forêts, les zones humides et les oasis – peuvent contribuer à atténuer le déclin prévu des eaux de surface.
- L'expansion des sources d'eau non conventionnelles (par exemple en investissant dans la réutilisation des eaux usées traitées et le dessalement) peut compléter les sources d'eau conventionnelles.
- Améliorer l'efficacité de l'irrigation, la productivité de l'utilisation de l'eau et accroître l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat peuvent contribuer à réduire la demande en eau du secteur agricole, qui consomme environ les trois quarts de l'eau en Tunisie.
- Accompagner les réformes institutionnelles sous la responsabilité de l'autorité de tutelle, également pour améliorer la performance financière. Des incitations souples pour réduire le gaspillage alimentaire et d'eau tout au long des chaînes de valeur et la mise en place d'un système de surveillance de l'eau et d'alerte précoce amélioreraient encore la gestion de l'eau.
- Le développement d'options de financement et d'assurance contre les risques de catastrophe, telles que l'assurance indicielle ou l'assurance basée sur des relevés, peut garantir les pertes de rendement en période d'événements extrêmes, notamment la sécheresse.

<sup>a</sup> Agence Française de Développement (2020). « Impacts des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire ».

<sup>b</sup> Agence Française de Développement (ibid.)

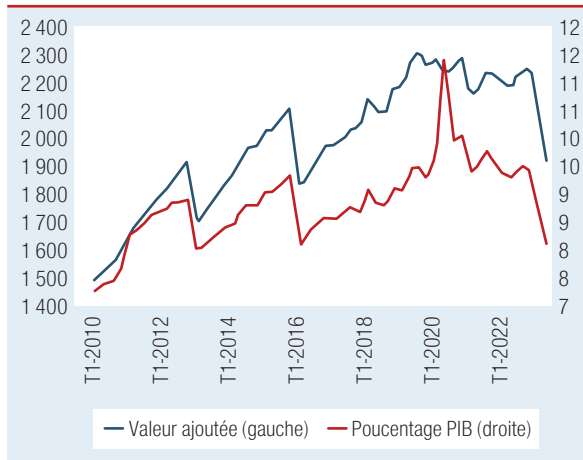
<sup>c</sup> Cette analyse est incluse dans le prochain Rapport National sur le Climat et le Développement en Tunisie (CCDR) de la Banque Mondiale.

Ce qui est cohérent avec la solide croissance de ces exportations (voir ci-dessous). En revanche, les autres secteurs primaires, notamment les mines, le pétrole et le gaz, ont connu un déclin dans un contexte de réduction de la production d'hydrocarbures. De même, la valeur ajoutée de l'agro-industrie a également diminué (-6 pour cent) en raison du lien étroit avec l'agriculture.

**Avec une croissance économique limitée, le taux de chômage a légèrement augmenté au**

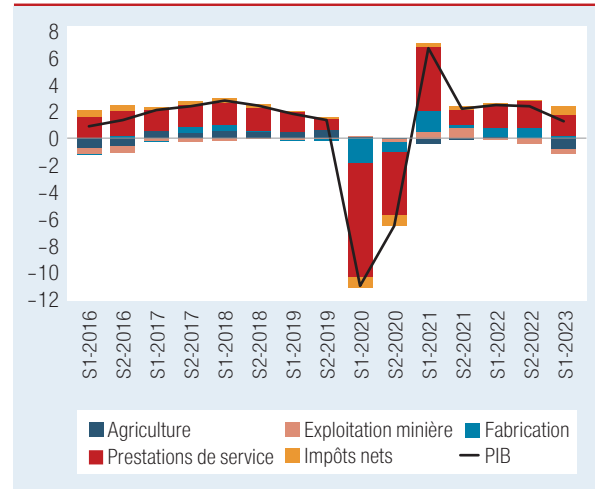
**deuxième trimestre 2023, se stabilisant au niveau d'avant Covid, tandis que le taux d'activité est resté inférieur à celui d'avant Covid.** Le taux de chômage a atteint 15,6 pour cent au deuxième trimestre 2023, contre 15,3 pour cent il y a un an (figure 5). Il s'agit de l'un des taux les plus élevés de la région – et il est particulièrement élevé chez les femmes (21,1 pour cent). Il est associé à un léger accroissement annuel du taux d'activité (de 46 pour cent au deuxième trimestre

**FIGURE 3** • La valeur ajoutée dans le secteur agricole a fortement diminué au premier semestre 2023 (valeur ajoutée agricole, prix constants en TND et part dans le PIB)



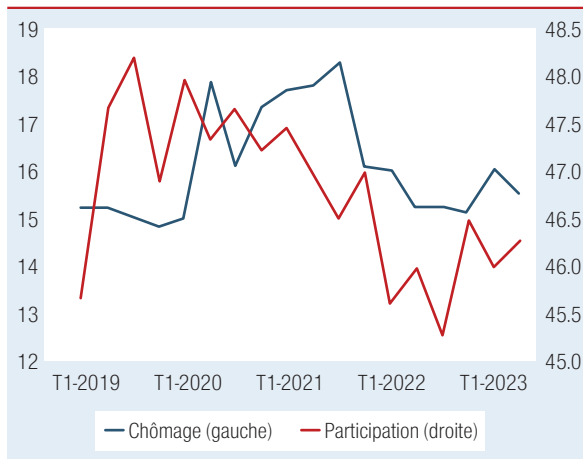
Source : INS et estimations de la Banque Mondiale.

**FIGURE 4** • L'agriculture a été à l'origine du ralentissement de la croissance en 2023 (croissance semestrielle du PIB décomposée par secteur)



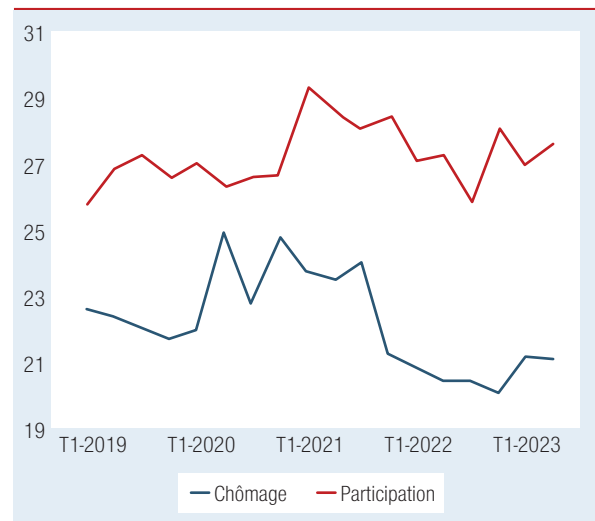
Source : INS et estimations de la Banque Mondiale.

**FIGURE 5** • Le chômage est revenu à son niveau (élevé) d'avant la crise, mais davantage de travailleurs ont quitté le marché du travail (taux de chômage et de participation au marché du travail, en pourcentage)



Source : Institut National de la Statistique.

**FIGURE 6** • Les résultats sur le marché du travail sont particulièrement défavorables aux femmes (taux de participation et de chômage des femmes, en pourcentage)



Source : Institut National de la Statistique.

2022 à 46,3 pour cent au deuxième trimestre 2023). Par conséquent, la création nette d'emplois au cours de cette période a été faible, avec un total de seulement 3 500 emplois créés, avec une perte nette de 15 500 emplois pour les femmes . Cela s'ajoute au préjudice déjà important qu'elles subissent sur le marché du travail, avec un chômage plus élevé et un taux

de participation plus faible (figure 6). Même si le taux de chômage est comparable à celui de 2019, le taux d'activité reste inférieur d'environ 2 points de pourcentage par rapport au taux d'avant Covid, ce qui suggère que la faible reprise n'a pas réussi à réintégrer sur le marché du travail un nombre important de personnes en âge de travailler et découragées par la pan-

## ENCADRÉ 2 : LE REBOND DU TOURISME INTERNATIONAL EN TUNISIE

En plus de contribuer aux entrées de devises, le tourisme représente également un contributeur important à l'activité économique et à l'emploi en Tunisie. Selon le Compte satellite du tourisme de l'Organisation Mondiale du Tourisme, le tourisme représentait environ 4,5 pour cent du PIB de la Tunisie en 2019. Il représentait 267 000 emplois, soit 7,6 pour cent de l'emploi total en 2018 selon l'INS.

Les revenus du tourisme sont volatiles depuis 2010 à la suite de la révolution tunisienne de 2011, de la guerre en Libye dans les années 2010, des attentats terroristes de 2015 et de la pandémie de Covid en 2020–21. Cette évolution a affaibli la viabilité financière du secteur avec un niveau d'endettement élevé et une faible capacité d'investissement des entreprises du secteur. Le tourisme est l'un des secteurs avec le plus haut niveau de prêts non performants (NPL) en Tunisie, qui présente déjà un niveau élevé de NPL.<sup>a</sup> En 2021, 5,5 pour cent des hôtels ont fermé leurs portes en raison de difficultés financières.<sup>b</sup>

La capacité d'investissement limitée a également limité les efforts visant à améliorer l'offre touristique en Tunisie, qui ne collecte que 0,2 pour cent des revenus touristiques mondiaux alors qu'elle accueille 0,6 pour cent des touristes mondiaux.<sup>c</sup> En outre, de nombreuses barrières réglementaires restreignent la concurrence et nuisent à la compétitivité du secteur. Dans une évaluation récente, l'OCDE identifie des centaines de ces obstacles, notamment des procédures d'octroi de licences complexes et lourdes, des exigences opérationnelles onéreuses et trop détaillées et l'influence des opérateurs historiques dans les organes de décision.<sup>d</sup>

Malgré ces défis, le secteur du tourisme a poursuivi en 2023 son rebond au second semestre 2022, permettant au secteur de revenir aux niveaux d'arrivées d'avant Covid. Stimulée par une forte demande internationale de voyages, la Tunisie a attiré une part croissante des touristes internationaux. Elle a accueilli 6,2 millions de non-résidents en 2023 jusqu'à fin août, soit une augmentation de 62,4 pour cent par rapport à la même période en 2022 et seulement 1 pour cent de moins qu'en 2019.

Les recettes ont augmenté de 47,2 pour cent, s'élevant à 5,2 milliards DT (3,2 pour cent du PIB contre 2,4 pour cent en 2022, ce qui représente environ le même taux que celui d'avant covid (3,3 en 2019). Les arrivées des principales nationalités ont augmenté même par rapport à 2019, y compris les pays voisins et européens. Les arrivées des touristes algériens (46,6 pour cent du total des arrivées) ont enregistré une augmentation de 4,5 pour cent et celles des touristes libyens (31,1 pour cent du total des arrivées) une augmentation de 20,8 pour cent par rapport à 2019. De même, le nombre de visiteurs français (14,1 pour cent du total des arrivées) a augmenté de 11,7 pour cent et celui des Allemands (4,4 pour cent du total des arrivées) de 3 pour cent par rapport à la période pré-Covid. En revanche, les arrivées russes (représentant 6,7 pour cent du total des arrivées en 2019) se sont effondrées depuis la guerre en Ukraine.

<sup>a</sup> Alnabulsi et coll. (2023). Non-Performing Loans and Net Interest Margin in the MENA Region: Linear and Non-Linear Analyses, *International Journal of Financial Studies*, 11(2).

<sup>b</sup> Office National du Tourisme Tunisien, Rapport annuel 2021.

<sup>c</sup> Galtier, M. (2019), « Tunisie – Tourisme : les enjeux derrière la bataille des chiffres », *Jeune Afrique*, <http://www.jeuneafrique.com/790526/economie/tunisie-tourisme-les-enjeux-derriere-la-bataille-des-chiffre>

<sup>d</sup> OCDE (2023). Examens d'évaluation de la concurrence : Tunisie 2023.

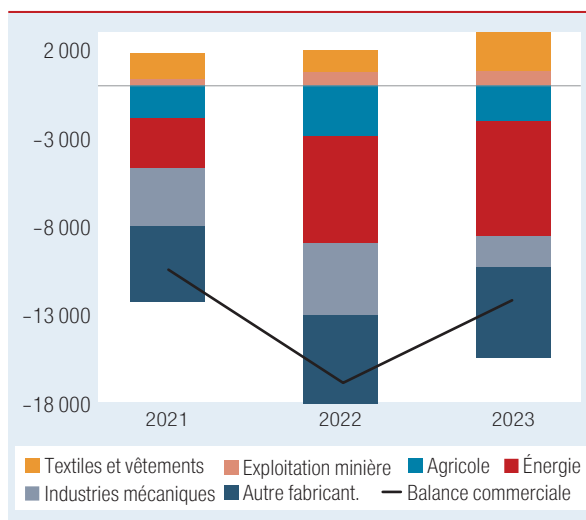
démie. Les conditions difficiles du marché du travail renforcent les incitations à émigrer hors de Tunisie pour les travailleurs tunisiens et étrangers, y compris par les voies irrégulières (voir partie B).

## 2. Des prix mondiaux plus modérés et la performance positive des exportations ont réduit le déficit du compte courant au premier semestre 2023

**Le déficit commercial de la Tunisie s'est amélioré en 2023, stimulé par l'évolution favorable des prix internationaux.** Après le choc défavorable des

termes de l'échange provoqué par la guerre contre l'Ukraine en 2022, des prix mondiaux plus modérés ont contribué à réduire le déficit commercial à 12,2 milliards de dinars au cours des huit premiers mois de 2023 (7,5 pour cent du PIB de 2023), contre 16,9 milliards de dinars (11,8 pour cent du PIB) au cours de la même période en 2022 (figure 7). Cette réduction est due à la diminution du déficit commercial des industries mécaniques et à l'excédent croissant du textile et de l'habillement, qui ont tous les deux profité d'augmentations significatives des prix. Par exemple, la valeur unitaire des équipements électriques exportés, qui représentaient la moitié de la croissance des exportations de marchandises, a augmenté — en glissement annuel de 5,5 pour cent et

**FIGURE 7** • Les industries mécaniques ont contribué à modérer le déficit commercial en 2023  
(balance commerciale par secteur janvier-août 2023, millions TND)

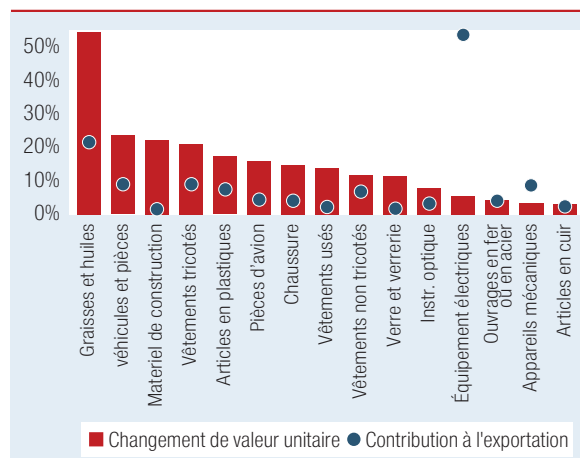


Source : Élaboration des services de la Banque mondiale à partir des données INS.

celle des vêtements tricotés (représentant 9 pour cent de la croissance des exportations) de 20,3 pour cent (figure 8). La hausse des prix a été encore plus importante pour les huiles et graisses (+52,5 pour cent), qui ont bénéficié du resserrement de l'offre mondiale d'huile d'olive. Malgré une réduction des quantités de 8 pour cent, les exportations tunisiennes d'huiles et de graisses ont augmenté de 41 pour cent, contribuant à une réduction significative du déficit commercial agricole et agro-industriel.

**Le déficit énergétique s'est creusé malgré des prix plus favorables, continuant de représenter l'essentiel du déficit commercial.** En tant que grand importateur d'énergie, la Tunisie a bénéficié d'une réduction des prix mondiaux de l'énergie début 2023, à mesure que l'impact mondial de l'invasion russe de l'Ukraine s'est dissipé. Le prix moyen des hydrocarbures importées par la Tunisie a diminué de 18,8 pour cent au cours des huit premiers mois de 2023 par rapport à la même période en 2022. Même si, les quantités importées ont augmenté de 19,3 pour cent à mesure que la production tunisienne de pétrole et de gaz a diminué,<sup>2</sup> les importations d'énergie n'ont diminué que de 3,1 pour cent en valeur. En revanche, les exportations d'énergie ont diminué de plus d'un

**FIGURE 8** • Les principales exportations tunisiennes ont bénéficié de la hausse des prix en 2023  
(2022-23 pour cent de variation de la valeur unitaire et de la part dans les exportations totales de marchandises, janvier-août)



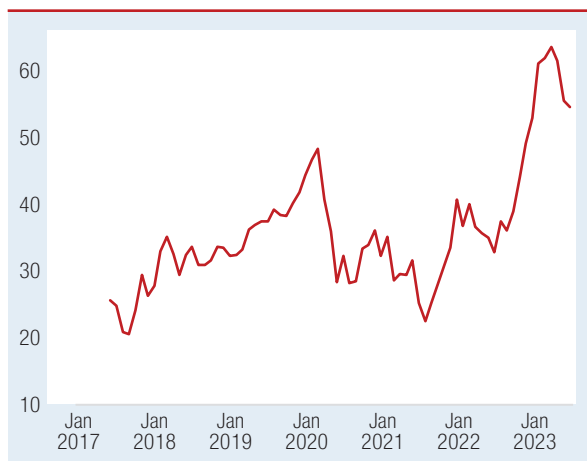
Source : Élaboration des services de la Banque mondiale à partir des données INS.

quart, tout comme la production. En conséquence, la balance commerciale énergétique s'est encore détériorée, représentant 53,4 pour cent du déficit du commercial au cours des huit premiers mois de 2023. Le poids du déficit énergétique dans le déficit commercial a progressivement augmenté au fil du temps, pour plus que doubler depuis 2017 (figure 9). Ce qui reflète le retard du pays à développer des sources d'énergie alternatives, en particulier les énergies renouvelables (voir l'édition du printemps 2023 du Bulletin de Conjoncture Economique pour la Tunisie pour les causes de cet échec).

**La réduction du déficit commercial ainsi que le rebond des exportations touristiques ont permis de réduire le déficit du compte courant au premier semestre.** La réduction significative du déficit commercial s'est accompagnée par la reprise du tourisme, qui a bénéficié d'une saison estivale robuste. Les recettes ont augmenté de 47 pour cent en glissement annuel à fin août 2023, pour atteindre

<sup>2</sup> Au cours des six premiers mois, la production de pétrole a diminué de 8 pour cent tandis que celle de gaz naturel de 11 pour cent (source : Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (2023) Conjoncture Énergétique, juin).

**FIGURE 9** • L'énergie représente une part de plus en plus prépondérante du déficit commercial  
(balance énergétique en proportion du déficit commercial total, moyenne mobile semestrielle)



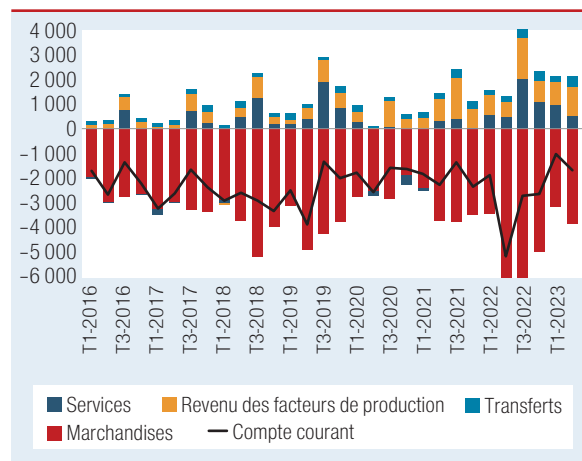
Source : Banque Centrale de Tunisie.

5,2 milliards de dinars (3,4 pour cent du PIB contre 2,4 pour cent du PIB en 2022). Les recettes touristiques ont dépassé les envois de fonds des émigrés (5,1 milliards de dinars) qui ont enregistré une hausse plus modeste (+5,1 pour cent) mais qui restent une source essentielle de devises pour la Tunisie (voir partie B). En conséquence, le déficit du compte courant est passé de 7,0 milliards de dinars au premier semestre 2022 (4,1 pour cent du PIB) à 2,7 milliards de dinars (1,5 pour cent du PIB) sur la même période en 2023 (figure 10).

### 3. Malgré la baisse du déficit courant, la mobilisation d'un financement extérieur suffisant demeure difficile

**La baisse du déficit courant atténue la pression sur les besoins de financements extérieurs, qui restent toutefois importants, compte tenu du calendrier de remboursement de la dette sur l'année à venir.** Le déficit courant plus faible que prévu devrait alléger quelque peu les besoins de financement extérieur de la Tunisie, que la loi de finances estime à 14,9 milliards de dinars pour 2023 (9,2 pour

**FIGURE 10** • Le déficit commercial ainsi que les recettes du tourisme ont contribué à réduire le déficit du compte courant  
(données trimestrielles, millions de dinars courants)



Source : Banque Centrale de Tunisie.

cent du PIB). Toutefois, les besoins demeurent importants, compte tenu de l'importance du service de la dette extérieure, avec 6,8 milliards de dinars de remboursement du principal en 2023, dont plus de 70 pour cent sont dus durant les deux derniers trimestres de l'année.<sup>3</sup>

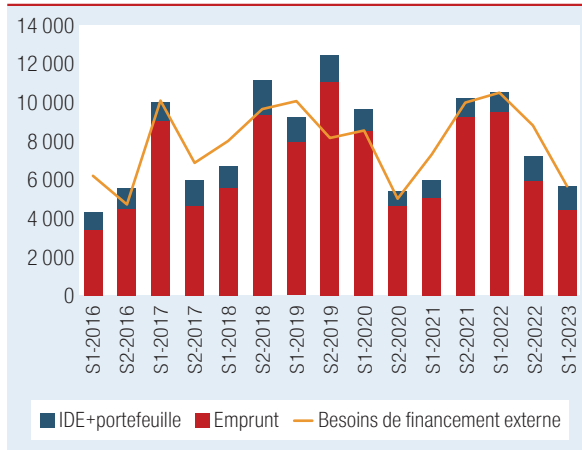
**En l'absence de sources privées de capitaux, la Tunisie continue de dépendre des prêts souverains pour financer ses besoins extérieurs dans un contexte de conditions de financement incertaines.** Pour couvrir ses besoins de financement extérieur, la Tunisie ne peut plus compter sur les financements privés internationaux : le pays a perdu l'accès aux marchés financiers internationaux et les spreads obligataires restent élevés.<sup>4</sup> En même temps, les investissements directs étrangers et les investissements de portefeuille continuent de couvrir seulement une petite partie des besoins de

<sup>3</sup> Les chiffres sont basés sur la loi de finances 2023.

<sup>4</sup> Depuis 2020, la notation de crédit souverain de la Tunisie est largement évaluée comme non-investment grade (notamment par Moody's, Fitch Ratings et Rating and Investment Information) et le gouvernement tunisien n'a pas été en mesure d'émettre des obligations libellées en devises.



**FIGURE 11** • Vu la faiblesse des flux d'IDE et des investissements de portefeuille, la Tunisie s'appuie sur les emprunts souverains pour couvrir ses besoins extérieurs (données par semestre, millions de DT courants)

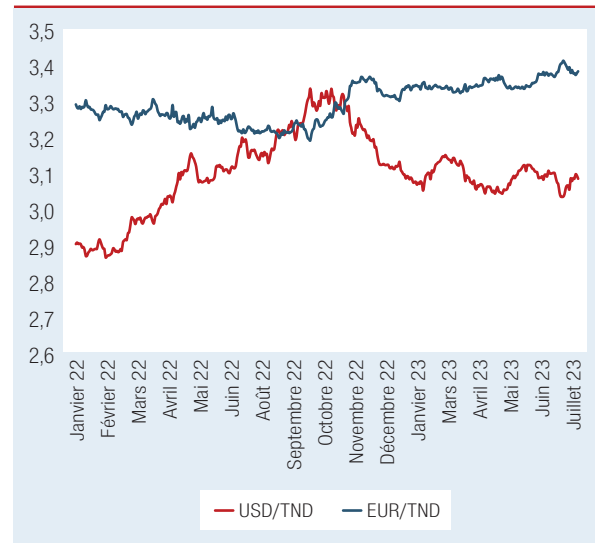


Source : Estimation des services de la Banque mondiale sur la base des données de la Banque centrale de Tunisie.

financement extérieur (figure 11). De ce fait, la Tunisie dépend principalement des financements souverains (concessionnels ou non) pour financer ses besoins extérieurs. Ce dernier financement en diminution au cours des deux dernières années, a fait que la Tunisie a du mal à couvrir ses besoins de financement. Le remboursement à venir de la dette extérieure nécessiterait des efforts supplémentaires de la part de la Tunisie pour lever des financements souverains supplémentaires. Au premier semestre, les emprunts publics extérieurs couvraient 18 pour cent du financement extérieur estimé par le gouvernement pour 2023.

**Les réserves de change et le dinar sont restés stables malgré les conditions de financement extérieur incertaines.** La diminution du déficit courant ainsi que les récents financements extérieurs supplémentaires, notamment de la part de l'Arabie Saoudite, ont contribué à atténuer la pression sur les réserves de change. Ce qui fournit un certain matelas de réserve de change, du côté du secteur externe. En effet, au 30 septembre 2023, les réserves couvraient 118 jours d'importations (26,7 milliards de dinars), soit 6 jours de plus que la couverture du même jour en 2022 (23,7 milliards

**FIGURE 12** • Malgré les pressions sur les besoins de financement extérieur, le dinar est resté relativement stable (TND par 1 EUR et par 1 USD)



Source : Estimation des services de la Banque mondiale sur la base des données de la Banque centrale de Tunisie.

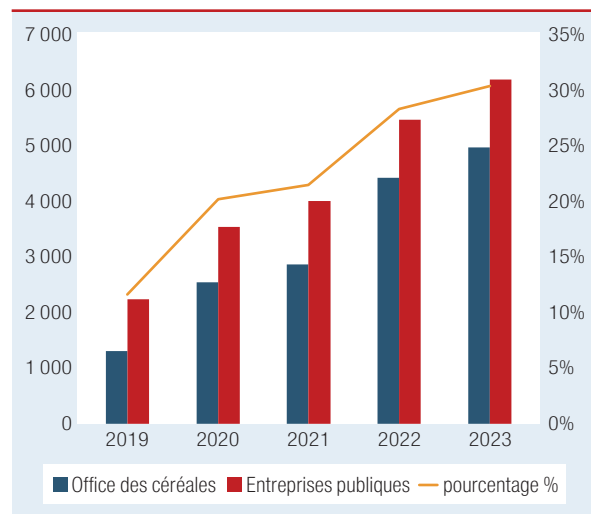
de dinars) et 18 jours de plus qu'au début de l'année (22,9 milliards de dinars). Dans le même ordre d'idées, le dinar est également resté relativement stable tout au long de l'année 2023 par rapport aux principales devises (figure 12).

#### 4. Les pénuries de produits de base se sont poursuivies, en partie générées par le système de subventions et la baisse de la production agricole, allant de pair avec l'endettement croissant des entreprises publiques commercialisant les produits importés et subventionnés

**Alors que les conditions de financement extérieur restent serrées, les importations continuent d'être comprimées, en particulier pour les produits importés par des entreprises publiques (EP) de plus en plus endettées.** Alors que la Tunisie continue de faire face à des difficultés pour obtenir le financement extérieur nécessaire, la compression des importations reste une stratégie importante pour atteindre



**FIGURE 13** • Les crédits BNA à l'Office des Céréales ont presque quadruplé depuis 2019 (millions de dinars et part de l'OdC dans le crédit total accordé par la BNA, fin juin de chaque année)

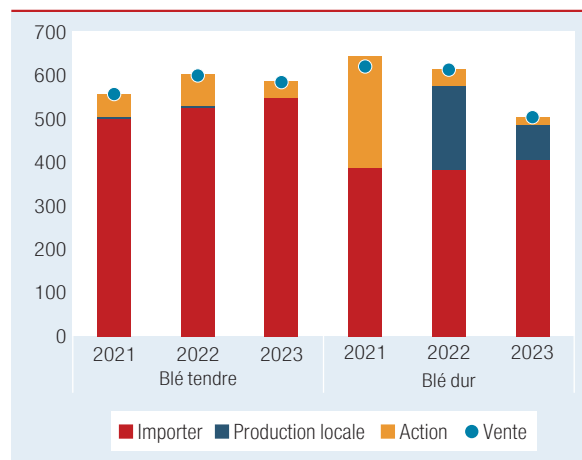


Source: Banque Nationale Agricole.

l'équilibre extérieur.<sup>5</sup> C'est particulièrement le cas des entreprises publiques très endettées, qui détiennent le monopole de l'importation et de la distribution de produits spécifiques. L'Office des Céréales (OdC), qui détient le monopole de l'importation et de la distribution du blé, en est un bon exemple. Sa dette envers la Banque Nationale Agricole (BNA), principal créancier de l'OdC, a presque quadruplé depuis 2019, pour atteindre 5 milliards de dinars en juin 2023, soit 30 pour cent de l'encours des crédits de la BNA (figure 13). Cette surexposition limite l'accès d'OdC à des crédits supplémentaires, et donc sa capacité à importer la quantité de blé nécessaire en temps opportun.

**Cette compression des importations s'est traduite par des pénuries de certains produits de base, exacerbées par la baisse de la production agricole nationale.** Les contraintes croissantes aux importations auxquelles sont confrontées les entreprises publiques ont affecté plusieurs produits de base, dont le café, le thé, les huiles végétales, le blé (tendre et dur), les médicaments, provoquant des pénuries répétées sur les marchés clés depuis 2022.<sup>6</sup> Pour les céréales, vu que la sécheresse a décimé la récolte de blé dur de la Tunisie début 2023, l'OdC n'a pas été en mesure d'augmenter ses importations pour compen-

**FIGURE 14** • Les importations de blé dur sont restées stables malgré une baisse significative de la production nationale (en milliers de tonnes vendues par l'OdC en Tunisie par source, janvier-juin)



Source: Office des céréales, cité dans Observatoire Raqabah (2023) "Crise du pain et de la semoule ... Crise réelle ou complot ?".

ser le déficit (figure 14). En l'absence de stocks de blé suffisants, la quantité de blé dur fournie au marché a chuté de 18 pour cent au premier semestre 2023 par rapport à 2022. Ce qui a contribué aux pénuries de produits à base de blé dur, notamment la semoule. Compte tenu de la substituabilité entre blé dur et blé tendre, le déficit semble avoir également touché les produits habituellement fabriqués à base de blé tendre, notamment la farine et ses dérivés, dont le pain.

**Le système de contrôle des prix qui régule les marchés de ces produits de base est la principale cause de l'endettement croissant des entreprises publiques et par conséquent des pénuries actuelles.** De nombreux produits de base, peu

<sup>5</sup> Voir le numéro du printemps 2023 du Bulletin de Conjoncture économique de la Tunisie.

<sup>6</sup> Différentes entreprises publiques qui fonctionnent comme des offices de commerce détiennent le monopole d'importation de ces produits. Le blé est importé par l'OdC ; café et thé par l'Office du Commerce (OCT) ; huile végétale par l'Office Nationale de l'Huile (ONH) ; médicaments par la Pharmacie Centrale. Toutes ces entreprises publiques ont accumulé des dettes croissantes au cours des dernières années, largement financées par les banques nationales.

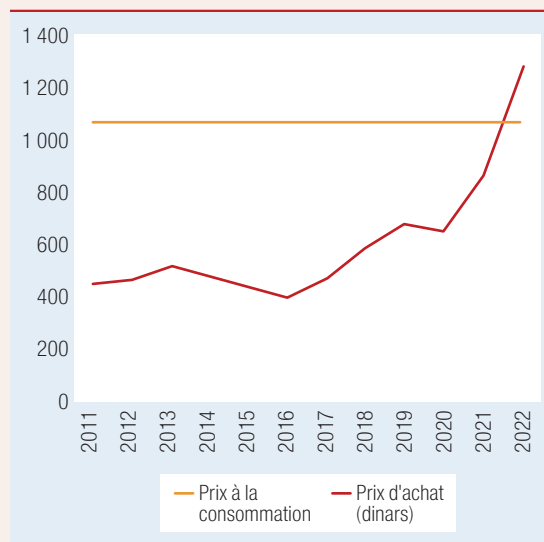
### ENCADRÉ 3 : L'ACTIVITÉ DÉFICITAIRE DE LA VENTE DE BAGUETTES EN TUNISIE

Le cas de la baguette illustre à quel point le système de contrôle des prix est responsable de l'endettement croissant des entreprises publiques. La baguette est l'un des principaux aliments de base de l'alimentation des ménages tunisiens. Environ 2,7 milliards de baguettes sont produites chaque année (environ 1 baguette par adulte et par jour), avec des estimations suggérant qu'environ 15 à 20 pour cent d'entre elles sont soit gaspillées, soit utilisées à d'autres fins que la consommation humaine en Tunisie (par exemple, alimentation animale, exportations illégales).<sup>a</sup>

Le prix de la baguette est maintenu fixe par décret depuis 2011 à 0,19 dinars. Ainsi, le prix de 17 baguettes est d'environ 1 dollar au taux de change actuel, l'un des prix les plus bas au monde selon le programme de comparaison internationale de la Banque mondiale. Si le prix est resté fixe, les coûts de production ne l'ont pas été. En particulier, le prix international du blé tendre, principal ingrédient de la baguette, a considérablement évolué au cours de la dernière décennie (figure 15). La Tunisie produisant très peu de blé tendre, le prix à l'importation du blé est une indication précise du coût de l'ingrédient. L'OdC a le monopole de l'importation du blé dans le pays et distribue aux meuniers le blé tendre importé à un prix inférieur au coût d'importation (voir le Bulletin de Conjoncture Economique, numéro de l'été 2022). Comme le prix en dinars a considérablement augmenté au fil du temps, le seul coût d'achat du blé nécessaire à la production d'une baguette était plus élevé que le prix de la baguette. Ces coûts n'incluent pas les autres coûts de transformation et de distribution, ils donnent donc une idée de la mesure dans laquelle le contrôle des prix génère des pertes de ventes. En principe, ces pertes sont entièrement absorbées par l'État via les subventions et les transferts budgétaires aux entreprises publiques. Cependant, comme le budget a été particulièrement serré ces dernières années, une partie des pertes est de plus en plus absorbée par les entreprises publiques.

<sup>a</sup> Une étude de l'Institut National de la Consommation de Tunisie publiée en 2019 estime que le pain présente le taux de gaspillage le plus élevé (16 pour cent du pain total acheté) parmi les produits de consommation en Tunisie.

**FIGURE 15** • Sans tenir compte des coûts de transformation, le prix d'achat du blé est supérieure au prix à la consommation de la baguette depuis 2022 (prix et coûts en dinars de blé pour 1000 baguettes)



Source : Estimation des services de la Banque mondiale sur la base des données de l'Office de Céréales

disponibles sur le marché, sont soumis à un contrôle strict des prix par la loi.<sup>7</sup> Ces contrôles maintiennent les prix stables pour les consommateurs, souvent durant des années, indépendamment de l'évolution des coûts sous-jacents de production et/ou de distribution de ces produits (voir l'encadré 3 pour une illustration utilisant le cas de la baguette). Les pertes qui en résultent sont généralement absorbées par les entreprises publiques en charge de l'importation et de la commercialisation de ces produits. Le gouvernement étant de moins en moins en mesure de couvrir ces pertes, ces dernières se traduisent par un endettement accru des entreprises publiques. Dans les conditions actuelles, il sera difficile d'assurer durablement un approvisionnement suffisant en produits de base sans réformer le système de

contrôle des prix et les monopoles d'importation/distribution associés pour ces produits.

## 5. L'inflation a quelque peu ralenti par rapport aux niveaux records enregistrés au début de 2023, mais elle demeure élevée

**L'inflation a commencé à décroître depuis les sommets atteints en février 2023 grâce à la**

<sup>7</sup> Voir le numéro d'été 2022 du Bulletin de Conjoncture économique tunisien pour une analyse plus détaillée de la question.

**baisse des prix mondiaux et à la faiblesse de la demande intérieure.** Après dix-huit mois consécutifs de hausse, l'inflation calculée sur la base de l'évolution des prix à la consommation en glissement annuel a légèrement diminué, passant des niveaux records de février 2023 (10,4 pour cent) à 9 pour cent en septembre 2023 (figure 16). Cette légère diminution de l'inflation est la conséquence de la réduction de l'inflation sous-jacente (de 8,1 pour cent en janvier 2023 à 7,4 pour cent en septembre), due en partie à la faiblesse de la demande intérieure compte tenu du ralentissement de la croissance économique.<sup>8</sup> La baisse des prix internationaux a accentué cet effet, contribuant ainsi à réduire la pression sur les prix intérieurs. Entraînés par la baisse des prix internationaux de l'énergie, des céréales et du fer et de l'acier, les prix des importations tunisiennes de marchandises ont baissé en moyenne de 1,1 pour cent au cours des sept premiers mois.<sup>9</sup> Ce qui a permis à la Tunisie de geler les prix des produits énergétiques, l'augmentation des prix de l'électricité et du gaz étant passée de 14,9 pour cent en février 2023 à 1,2 pour cent en septembre.

**Toutefois, l'inflation reste élevée, en particulier dans le secteur alimentaire, car la sécheresse et la compression des importations ont réduit l'offre sur les marchés alimentaires intérieurs.** Malgré cette baisse, l'inflation reste bien supérieure à la moyenne 2021-2022 (7 pour cent) et l'inflation alimentaire est particulièrement élevée (13,9 pour cent). Alors que le taux de croissance des prix des produits alimentaires a été historiquement supérieur à l'inflation moyenne, l'écart s'est encore creusé cette année à mesure que la sécheresse et la compression des importations ont réduit l'offre intérieure de produits agricoles. Cela représente un défi important, en particulier pour les ménages à faible revenu, pour lesquels l'alimentation représente une part relativement plus importante de leurs dépenses. Dans la mesure où l'inflation réduit les revenus réels, les résultats d'enquêtes suggèrent que cela pourrait renforcer les intentions des Tunisiens de migrer en utilisant des voies irrégulières et plus risquées (voir partie B de cette publication). En fait, la Tunisie est le seul pays de la région où l'inflation — notamment alimentaire — était plus élevée en août 2023 qu'une année auparavant. (figure 17).

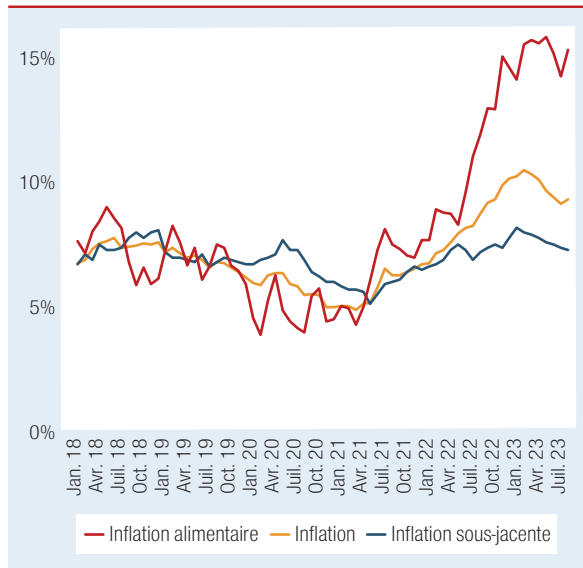
**Les récentes mesures gouvernementales visant à contenir les prix des produits alimentaires se sont concentrées sur la répression des comportements de stockage illicite et sur le renforcement du contrôle des prix, mais l'inflation alimentaire reste élevée.** Le gouvernement a pris plusieurs mesures depuis 2022 pour réduire l'inflation alimentaire, notamment par une nouvelle loi sanctionnant la spéculation sur ces produits et par de nouvelles réglementations contrôlant les prix des denrées alimentaires et les circuits de distribution. Toutefois, ces mesures ne semblent pas avoir produit l'effet escompté, car d'autres facteurs, notamment le déficit de l'offre et des importations lié à la sécheresse et le monopole des entreprises publiques très endettées, semblent être des facteurs générateurs d'inflation plus importants.

**L'inflation demeure bien supérieure au taux d'intérêt nominal, même si ce dernier a été maintenu constant en 2023.** La baisse de l'inflation a atténué la pression sur la Banque centrale (BCT), qui a maintenu son taux directeur inchangé à 8 pour cent depuis le début de 2023. En conséquence, les taux d'intérêt réels demeurent négatifs. On ne sait toujours pas dans quelle mesure le taux directeur pourrait affecter cet épisode d'inflation en Tunisie. Le déclin de la croissance totale du crédit et de la masse monétaire en 2020-22 ainsi que la hausse du taux directeur ont coïncidé avec la flambée de l'inflation (graphique 18), ce qui n'est pas cohérent avec la nature monétaire de l'inflation. L'hypothèse la plus plausible est plutôt que l'augmentation de l'inflation a été motivée par la hausse des prix internationaux suite au goulot d'étranglement de l'approvisionnement post-Covid ainsi qu'une certaine dépréciation du dinar (voir le numéro de l'été 2022 du Bulletin de Conjoncture économique pour la Tunisie). Le défi pour les autorités reste d'éviter les pressions inflationnistes alimen-

<sup>8</sup> L'inflation sous-jacente est calculée en excluant les produits énergétiques et alimentaires de l'Ince des Prix à la Consommation.

<sup>9</sup> Il s'agit d'une moyenne obtenue en pondérant chaque variation de prix au niveau sectoriel à 2 chiffres par la part correspondante dans les importations totales de marchandises tunisiennes au cours des 7 premiers mois.

**FIGURE 16** • L'inflation a commencé à baisser en 2023 mais reste élevée (pourcentage d'accroissement en glissement annuel)



Source : Banque Centrale de Tunisie.

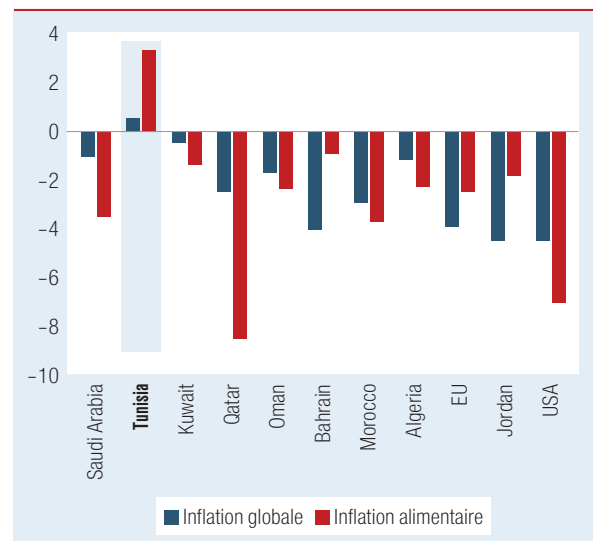
tées par une spirale prix-salaires. L'efficacité de cette politique dépendra des mesures d'accompagnement visant à poursuivre la stabilisation macroéconomique et à adopter les réformes structurelles nécessaires pour reprendre une trajectoire de croissance durable. Maintenir une banque centrale forte et indépendante sera un pilier important dans la quête de la stabilité des prix.

## 6. Le budget reste sous pression car la modeste croissance affecte négativement les recettes fiscales

**La hausse des recettes fiscales au premier semestre 2023 a été plus modeste que prévu, freinée par le ralentissement de la croissance.**

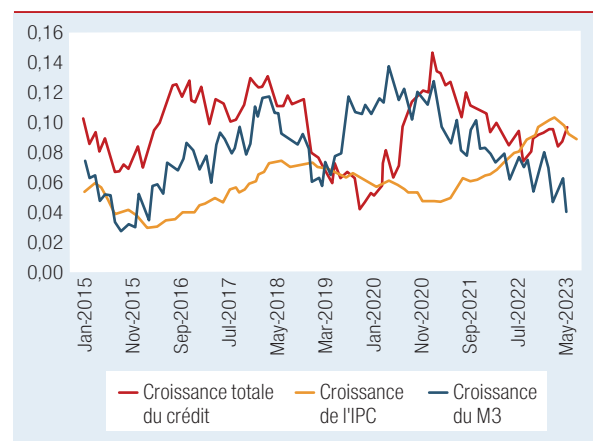
Le rapport sur l'exécution du budget montre que les recettes fiscales ont augmenté de 8,3 pour cent au cours des six premiers mois de 2023 par rapport à la même période en 2022. Ce chiffre est nettement inférieur aux prévisions de la loi de finances pour 2023 (15,3 pour cent), au taux de croissance pour 2022 (16,6 pour cent) et le taux d'inflation, de sorte que la collecte des recettes fiscales s'est effectivement

**FIGURE 17** • Contrairement à d'autres pays, l'inflation des produits alimentaires a augmenté durant la dernière année (points d'accroissement en glissement annuel, août 2022-août 2023)



Source : Banques centrales, estimations de la Banque Mondiale.

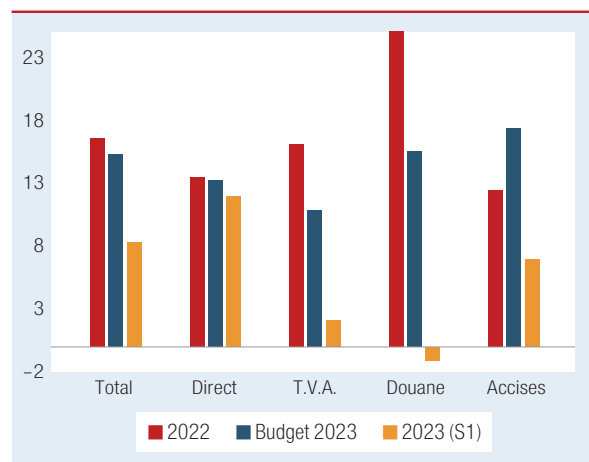
**FIGURE 18** • La hausse des prix à la consommation au cours de la période 2021-2023 n'est corrélée ni à la croissance monétaire ni à la croissance du crédit (pourcentage d'augmentation en Glissement annuel)



Source : Banque Centrale de Tunisie.

contractée (graphique 19). Les performances relativement modestes des impôts indirects, en particulier de la TVA (croissance de 2,1 pour cent) et des droits de douane (-1,1 pour cent), ont pesé sur les

**FIGURE 19** • Les recettes fiscales ont sous-performé au premier semestre 2023 (pourcentage de croissance en glissement annuel)



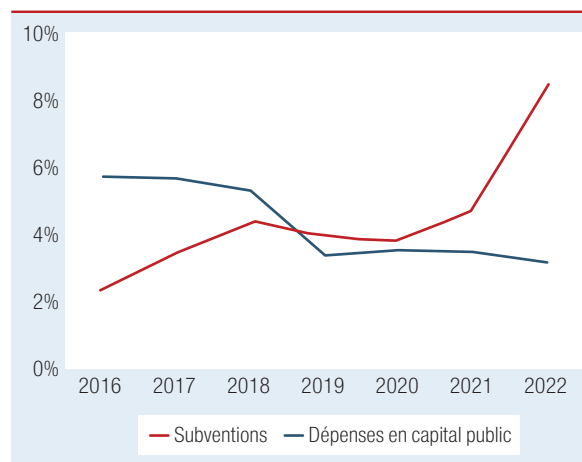
Source : Élaboration des services de la Banque mondiale à partir des données du ministère tunisien des Finances.

recettes fiscales globales. Ce qui est cohérent avec l'effet du ralentissement de la croissance, avec une baisse de la demande de consommation et d'investissements, y compris les importations. En revanche, les impôts directs ont fait preuve d'une plus grande résilience (+12 pour cent), car leur composante la plus importante – les impôts sur le revenu du travail – est moins sensible aux variations à court terme de la croissance.

**La compression de la croissance de la masse salariale publique a permis d'équilibrer la trésorerie budgétaire au premier semestre malgré une performance fiscale modeste.**

La masse salariale publique n'a augmenté que de 2,8 pour cent au cours des six premiers mois de 2023 par rapport à la même période en 2022. Bien que la Tunisie ait toujours eu l'une des masses salariales publiques les plus élevées au monde par rapport à la taille de son économie, cette dernière a diminué de 15,1 pour cent du PIB au premier semestre 2022 à 13,7 pour cent en 2023 et de 55 à 53 pour cent des dépenses publiques totales. La relative compression de la masse salariale fait suite à l'accord entre le gouvernement et le syndicat (UGTT) en octobre 2022 et au maintien du gel des recrutements dans le secteur public. Cela a permis de contenir la croissance globale des dépenses à 6,9 pour cent malgré l'expansion significative des sub-

**FIGURE 20** • L'histoire de deux dépenses : subventions versus dépenses en capital (pourcentage du PIB)



Source : Élaboration des services de la Banque mondiale à partir des données du ministère tunisien des Finances.

ventions et des transferts (+25,6 pour cent, passant de 4,3 pour cent à 4,8 pour cent du PIB). Les dépenses en capital ont continué de croître en dessous du taux des dépenses globales (+5,9 pour cent) et leur part dans le PIB a encore diminué pour atteindre 2,3 pour cent (contre 2,5 pour cent au premier semestre 2022). La croissance modérée des dépenses a permis de maintenir le budget équilibré au premier semestre 2023, en ligne avec le résultat de 2022.

**Inverser la baisse des dépenses publiques d'investissement en réorientant les dépenses récurrentes moins productives reste essentiel pour relancer la croissance économique.**

Face au ralentissement de la croissance économique et de la création d'emplois, les gouvernements successifs au cours de la dernière décennie ont augmenté les dépenses publiques récurrentes pour créer des emplois publics et maintenir les prix du marché des biens et services de base en dessous du recouvrement des coûts. Les dépenses en subventions (pour l'énergie et les produits alimentaires) ont quadruplé, passant de 2 pour cent à 8 pour cent du PIB entre 2016 et 2022 (figure 20). Ces mesures ont évincé les investissements publics, qui ont diminué de 6 pour cent à 3 pour cent du PIB sur la même période. Inverser cette baisse des dépenses en capital est crucial pour relancer la trajectoire de croissance de la Tunisie.

## 7. La dette publique élevée continue de mettre la pression sur le système bancaire national

**Les déficits budgétaires persistants des dernières années ont maintenu la dette publique à un niveau parmi les plus élevés depuis des décennies, augmentant également le service de la dette.** La dette publique est passée de 66,9 à 79,4 pour cent du PIB entre 2017 et 2022, reflétant la hausse des dépenses publiques et la décélération de l'économie pendant la crise du Covid-19. La majorité de la dette (58 pour cent) est libellée en devises, bien que la Tunisie ait de plus en plus recours aux marchés locaux pour financer sa dette, puisque l'accès aux marchés internationaux est devenu restreint.<sup>10</sup> Les statistiques de la dette couvrent uniquement la dette du gouvernement central, mais pas celle des entreprises publiques, dont une grande partie est garantie par l'État. Au premier semestre 2023, la dette a augmenté modérément par rapport à fin 2022 (4,3 pour cent), bénéficiant de l'équilibre budgétaire, enregistré pendant cette période. Cependant, dans la mesure où la trésorerie peut cacher une accumulation d'arriérés (par exemple envers les entreprises publiques), la situation de la dette pourrait en fait être plus lourde que ce que suggèrent les chiffres. La croissance de la dette publique s'est traduite par une augmentation des paiements d'intérêts, augmentant ainsi les besoins de financement de la Tunisie. Les paiements des intérêts ont plus que doublé, passant de 2,3 à 4,7 milliards de dinars entre 2017 et 2022, et ont encore augmenté de 10 pour cent au premier semestre 2023 par rapport à la même période en 2022 (bien qu'ils soient restés stables à environ 3 pour cent du PIB et 8 pour cent pour cent des exportations).

**Compte tenu de l'accès limité au financement international, la Banque Centrale (BCT) continue de refinancer le secteur bancaire national pour l'achat de bons du Trésor.** Certains partenaires financiers, dont Afreximbank et l'Arabie Saoudite, ont promis et — dans certains cas — déboursé de nouveaux fonds au cours du premier semestre 2023, bien qu'à des taux d'intérêt relativement élevés (autour de 10 pour cent). Toutefois, l'ac-

cess de la Tunisie aux financements étrangers est resté limité, comme indiqué ci-dessus. Le gouvernement a donc continué à recourir au financement intérieur par l'intermédiaire des banques locales. En conséquence, la composante intérieure de la dette publique a représenté 78 pour cent de l'augmentation de la dette entre 2018 et le premier semestre 2023. Le financement intérieur a entraîné une augmentation du taux de refinancement de la Banque centrale auprès des banques locales.<sup>11</sup>

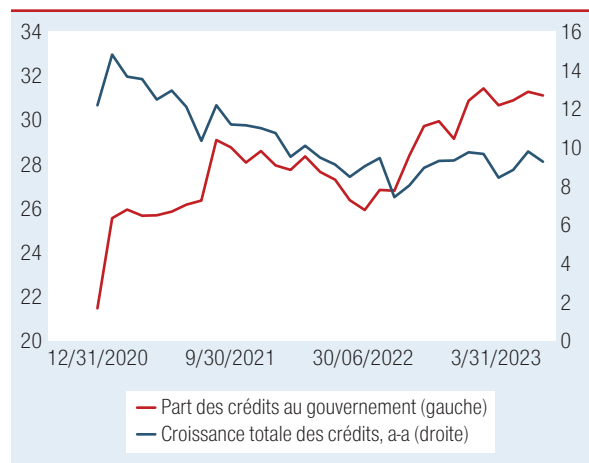
**Le recours soutenu au marché local pour financer la dette publique continue de créer un effet d'éviction du crédit à l'économie.** En effet, l'injection de liquidités par le biais d'opérations de refinancement oriente les liquidités bancaires vers les prêts publics, ce qui risque de créer un effet d'éviction du crédit vers le reste de l'économie. L'exposition du secteur bancaire par rapport au financement du budget de l'État continue de croître à un taux annuel de plus de 12 pour cent, tandis que la part des prêts à l'économie diminue avec un taux de croissance de 8 pour cent. En conséquence, la part de l'administration centrale dans les créances totales du secteur bancaire est passée d'une moyenne de 14,4 pour cent à 31,1 pour cent entre 2015 et le premier semestre 2023 (graphique 20). Dans un contexte de croissance limitée du crédit, cette tendance a orienté le crédit vers le reste de l'économie. Et cette tendance ne tient pas compte de l'éviction du crédit croissant accordé aux entreprises publiques par rapport au crédit privé, comme l'illustre le cas de l'Office des céréales avec la BNA (voir encadré 4).

<sup>10</sup> La part intérieure de la dette est passée de 27 à 42 pour cent entre 2018 et 2022.

<sup>11</sup> Le refinancement consiste en un prêt de la banque centrale aux banques ayant des besoins de liquidité, généralement à court terme. Elles sont réalisées à l'initiative des banques centrales (par le biais d'appels d'offres) ou des banques (facilités de prêt). Si le refinancement est associé à la création monétaire, la relation n'est pas directe puisqu'elle dépend des modalités de remboursement et des échéances du prêt.



**FIGURE 21** • La part des créances nettes de l'État dans le total des crédits continue d'augmenter à mesure que la croissance du crédit faiblit (pourcentage d'accroissement annuel)



Source: Central Bank of Tunisia.

## 8. Les perspectives de croissance se détériorent alors que les conditions de financement extérieur restent difficiles

La Banque mondiale prévoit une croissance du PIB de 1,2 pour cent en 2023 – un ralentissement significatif par rapport à 2021–22 – avec une légère hausse à 3,0 pour cent en 2024, sous

**réserve d'une atténuation de la sécheresse.** Les prévisions reflètent les performances de l'économie au premier semestre 2023 ainsi que les conditions difficiles liées à la sécheresse, en particulier pour l'agriculture, le manque de visibilité sur le financement de la dette et le rythme des réformes structurelles planifiées par le gouvernement. Avec ce taux de croissance, le PIB réel en 2023 serait encore inférieur de 1,3 pour cent à son niveau d'avant Covid 19. Sous l'hypothèse de conditions de financement plus stables et d'une atténuation de la sécheresse, la croissance devrait éventuellement gagner du terrain, pour atteindre 3,0 pour cent en 2024 et 2025. Ce léger rebond permettrait à l'économie d'atteindre une croissance annuelle de 2,4 pour cent au cours de la période post-Covid. Il s'agit apparemment du taux de croissance à moyen terme modeste d'une économie freinée par des faiblesses structurelles préexistantes et par l'incertitude entourant les conditions de financement.

**Les prévisions de croissance pour 2024 sont soumises à d'importants risques à la baisse liés à l'évolution de la sécheresse, au rythme des réformes structurelles prévues par le gouvernement ainsi que les conditions de financement.** Les projections de croissance pour 2024 seraient nettement inférieures si la Tunisie ne mettait pas en œuvre les réformes budgétaires décisives et favorables à la concurrence et/ou si le financement disponible n'était

### ENCADRÉ 4 : L'EXPOSITION CROISSANTE DE LA BNA À L'OFFICE DES CÉRÉALES POURRAIT NUIRE À L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE

La dette de l'Office des Céréales (OdC) vis-à-vis de la Banque Nationale Agricole (BNA) a atteint un niveau record de 5,0 milliards de DT (3,8 pour cent du PIB) au 30 juin 2023, soit environ 30 pour cent du total des engagements du bilan de la BNA. Les engagements ont augmenté de 3,9 pour cent par rapport à fin 2022 et de 12,3 pour cent par rapport à une année auparavant.

Par ailleurs, l'État garantit l'intégralité des engagements d'OdC contre le risque de contrepartie (comprenant le principal, les intérêts et commissions). Au même moment, le gouvernement est confronté à des difficultés croissantes pour garantir à l'OdC le financement nécessaire pour compenser les pertes qu'il subit du fait des subventions céréalières.

Le financement de l'OdC a eu un impact significatif sur la position de trésorerie de la BNA, avec un solde négatif de 5,1 milliards de dinars à fin juin 2023, contre 4,5 milliards de dinars à fin décembre 2022. Parallèlement à l'exposition croissante aux prêts aux entreprises publiques, cela a probablement contribué à réduire d'autres prêts de la BNA à d'autres parties. Alors que le crédit de la BNA à l'OdC a presque quadruplé entre 2019 et juin 2023, le crédit aux clients privés n'a augmenté que de 12 pour cent sur la même période (voir le graphique 13 ci-dessus).

Source : États financiers intermédiaires de la BNA, août 2023 et états financiers de la BNA 2022 et 2021.

pas suffisant pour couvrir les besoins extérieurs. Ces conditions pourraient générer une baisse du niveau de devises dans l'économie, un rationnement des importations, et potentiellement conduire à une dépréciation du dinar, aggravant ainsi les pressions inflationnistes existantes alors que des remboursements importants d'endettement externe arrivent à échéance entre fin 2023 et début 2024. En conséquence, l'activité économique et l'emploi pourraient être affectés. En outre, si la sécheresse persistait au-delà de cette année, les projections pour 2024 pourraient également être révisées à la baisse compte tenu de l'impact négatif sur l'agriculture et la balance commerciale.

**Les déficits jumeaux de la Tunisie devraient être plus modérés grâce à des prix plus favorables des matières premières et à une certaine compression des dépenses.** Le déficit budgétaire devrait diminuer quelque peu pour atteindre 5,6 pour cent du PIB en 2023 (contre 6,6 pour cent du PIB en 2022). Cela s'explique principalement par la compression des dépenses, en particulier la masse salariale et, dans une certaine mesure, les subventions aux produits de base, qui devraient bénéficier de la baisse des prix internationaux. Le déficit courant devrait se réduire considérablement pour s'établir à 4,0 pour cent du PIB en 2023 (contre 8,6 pour cent en 2022) en raison de la vigueur des exportations de voyages, de l'amélioration des termes de l'échange mais également de la compression continue des importations. Cependant, la hausse des prix du pétrole depuis juillet 2023 présente un risque évident d'aggravation tant pour la balance budgétaire que pour la balance extérieure.

**Le financement des déficits nécessitera toutefois, une augmentation significative du financement extérieur face au calendrier de remboursement de la dette.** Malgré la diminution des déficits, les besoins bruts de financement devraient encore augmenter pour atteindre 16,0 pour cent du PIB en 2023 (contre 12,6 pour cent en 2022), principalement en raison de l'augmentation de l'amortissement de la dette. En fait, près des deux tiers du financement devraient être consacrés à l'amortissement, puisqu'un montant important de la dette arrive à échéance à la fin de l'année. Si cela contribue à réduire quelque peu le niveau de la dette publique (de 79,8 pour cent en 2022 à 76,9 pour cent du PIB en 2023), cela accroît égale-

ment la dépendance de la Tunisie à l'égard des sources de financement extérieures, qui devraient représenter environ 57 pour cent du financement total. Les IDE resteraient stables et les investissements de portefeuille minimales, les prêts souverains devraient encore couvrir les besoins de financement extérieur alors que la Tunisie continue d'être privée d'accès aux marchés de capitaux internationaux. Un accord au niveau des services du FMI sur un FEP avec les autorités tunisiennes a été conclu en octobre 2022 en vue d'être soumis au Conseil d'administration du FMI pour examen peu de temps après. Cependant, le programme n'a jamais été soumis au conseil d'administration du FMI depuis lors. On ne sait pas encore à ce stade comment l'absence d'un programme du FMI retardera le financement extérieur, car cela aurait également pu débloquent d'autres financements externes.

**Si le rythme des réformes s'accélère et le niveau de financement reste suffisant, nous prévoyons une légère reprise de la croissance à moyen terme ainsi qu'une certaine stabilisation des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires.** Nous nous attendons à ce que l'économie accélère légèrement son rythme de croissance pour atteindre 3 pour cent en 2025-2026. Cela impliquerait une lente convergence vers le milieu des années 2030 vers la trajectoire de croissance à long terme, dont l'économie s'est écartée pendant la crise du Covid-19. Nous prévoyons une légère diminution de l'inflation en raison de l'écart de production relativement important post-Covid et des légères augmentations des salaires publics suite à l'accord gouvernement-UGTT de l'année dernière. Ces conditions ainsi que les réformes économiques devraient aider la Tunisie à réduire ses déficits courants et budgétaires, assouplissant ainsi les conditions de financement. En outre, la légère augmentation de la croissance économique réelle devrait conduire à une baisse du taux de pauvreté en dessous des niveaux d'avant Covid d'ici 2025.<sup>12</sup> Ces perspectives à moyen

<sup>12</sup> Les résultats s'appliquent que l'on utilise le seuil de pauvreté d'un pays à revenu intermédiaire inférieur ou intermédiaire supérieur (équivalent respectivement à 3,65 \$ US/personne/jour et 6,85 \$ US/personne/jour en termes de parité de pouvoir d'achat de 2017).



**TABLEAU 1 • Principaux indicateurs macroéconomiques**

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Croissance du PIB réel, aux prix du marché constants	-8,8	4,4	2,4	1,2	3,0	3,0
Consommation privée	-2,1	2,4	2,2	2,7	3,8	4,5
Consommation publique	-1,0	1,5	-1,2	-2,9	-0,5	-0,5
Formation brute de capital fixe	-19,9	3,3	1,3	-7,3	2,9	5,0
Exportations, biens et services	-20,0	11,8	15,2	9,4	5,1	3,3
Importations, biens et services	-16,6	10,9	9,3	8,6	4,8	5,1
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	-8,7	4,5	2,6	1,2	3,0	3,0
Agriculture	0,4	-2,7	0,7	-8,0	3,0	2,1
Industrie	-10,1	8,7	-0,3	0,7	2,1	2,5
Services	-9,6	4,1	4,0	2,8	3,3	3,3
Inflation (indice des prix à la consommation)	5,6	5,7	8,3	9,2	8,0	7,0
Solde du compte courant (pour cent du PIB)	-6,0	-6,0	-8,6	-4,0	-4,6	-5,5
Réserves de change (milliards de dollars)	8,2	8,3	7,4	9,4	10,0	11,2
Réserves de change (mois d'importations)	4,1	3,1	3,0	3,5	3,4	3,4
Solde budgétaire global (pour cent du PIB)	-8,7	-7,6	-6,6	-5,6	-3,6	-3,1
Solde budgétaire primaire (pour cent du PIB)	-5,6	-4,7	-3,4	-2,3	-0,2	0,3
Recettes fiscales (pour cent du PIB)	25,5	25,7	28,5	27,7	28,3	28,2
Dépenses budgétaires (pour cent du PIB)	34,2	33,3	35,1	33,3	31,9	31,3
Besoins bruts de financement du gouvernement (pour cent PIB)	13,3	10,9	12,6	16,0	14,9	13,5
Dettes publiques (pour cent du PIB) <sup>a</sup>	77,8	79,9	79,8	76,9	74,9	72,6
Paiements d'intérêts (sur la dette publique ; pour cent du PIB)	3,1	2,8	3,2	3,3	3,3	3,3

<sup>a</sup> Les chiffres pour 2022-2023 sont basés sur les données gouvernementales ; 2024-25 sont basés sur les estimations de la Banque mondiale basées sur les projections du FMI et du gouvernement.

terme sont toutefois conditionnées par la poursuite d'un rythme de réformes ambitieux, à des conditions

de financement suffisantes et à la stabilité des prix internationaux de l'énergie, en particulier du pétrole.



# FAIRE DE LA MIGRATION UN MOTEUR DE CROISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT POUR LA TUNISIE

**C**ompte tenu de l'importance de la migration dans le débat public actuel en Tunisie et à l'étranger, et, également, de l'importance de l'émigration et l'immigration pour le développement dans une perspective historique et future à plus long terme, cette section du Bulletin économique de la Tunisie vise à fournir des données, tendances historiques et analyse comparative des différents flux migratoires entrant et sortant de la Tunisie.

L'émigration est une stratégie de plus en plus importante pour les Tunisiens pour faire face à une situation économique et sociale difficile. Les flux migratoires de la Tunisie ont augmenté au cours des deux dernières décennies et ont suivi des parcours plus irréguliers depuis 2019. L'émigration génère des avantages économiques, car les revenus à l'étranger sont souvent bien supérieurs à ceux perçus en Tunisie. Certains de ces émigrants rentrent également chez eux, ramenant des compétences et des capitaux à investir. Ces gains sont toutefois moindres lorsque les migrants sont sans papiers.

Tout comme les Tunisiens émigrent à la recherche de meilleures conditions de vie, plus de

60 000 étrangers ont immigré en Tunisie en 2020. Aujourd'hui, ils représentent environ 0,5 pour cent de la population. Ces dernières années, leur nombre a augmenté à un rythme plus lent que l'émigration (6 contre 17 pour cent). Maintenir un statut régulier de migrant est un défi car l'obtention d'un permis de séjour et d'un permis de travail peut s'avérer fastidieuse, ce qui les rend plus vulnérables et moins capables de contribuer à l'économie tunisienne.

Depuis la fin de l'année 2022, la Tunisie est également devenue un important pays de transit pour la migration irrégulière vers l'Europe. Au cours des huit premiers mois de 2023, deux tiers des migrants irréguliers vers l'Italie par la route de la Méditerranée centrale — soit plus de soixante-dix mille personnes — sont partis de Tunisie. Seuls 11 pour cent d'entre eux étaient des Tunisiens, les autres étant pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne. L'augmentation des départs irréguliers a entraîné une hausse du nombre d'incidents et de victimes au large des côtes tunisiennes. Plus de 765 migrants sont morts et 1 008 ont été portés disparus alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée

centrale au cours du premier semestre 2023, soit trois fois le nombre de victimes au cours de la même période en 2021–22.

À l'avenir, la migration deviendra probablement de plus en plus importante pour la Tunisie (à la fois les entrées et les sorties), compte tenu de la transition démographique à la fois en Tunisie (dont la pyramide des âges en 2050 ressemblera à celle de l'Italie actuellement) et en Europe. La Tunisie pourrait contribuer à renforcer l'adéquation des émigrants à la demande étrangère grâce à une coopération renforcée avec les pays de destination, augmentant ainsi les avantages à long terme de la migration pour la Tunisie, notamment par une augmentation des envois de fonds et des flux entrants, une circulation des connaissances, une augmentation des échanges commerciaux et des flux de capitaux. Les avantages économiques de l'immigration en Tunisie peuvent être accrus en facilitant le statut régulier des migrants et en renforçant la reconnaissance des qualifications.

## Émigration : l'importance de la Tunisie en tant que pays d'origine s'est accrue au cours des trois dernières décennies

### L'émigration devient une stratégie de plus en plus importante pour les Tunisiens face à la situation économique et sociale difficile du pays.

L'émigration des Tunisiens a augmenté au cours des dernières années, à mesure que les conditions économiques et sociales se sont détériorées. Ces difficultés, se traduisent également par une forte augmentation des intentions d'émigrer, qui (selon les données du baromètre arabe) ont doublé entre 2017 et 2021. Le lien entre la situation socio-économique et l'émigration est également cohérent avec les résultats de l'enquête nationale de l'INS sur les migrations internationales en 2021 (Tunisia HIMS). Celles-ci suggèrent que le chômage est un facteur clé des intentions d'émigration des Tunisiens — le chômage est également associé à la volonté d'émigrer par des voies irrégulières.<sup>13</sup>

**Cette tendance consolide la Tunisie en tant que pays à forte émigration, le nombre**

### de Tunisiens vivant à l'étranger étant au moins 15 fois supérieur au nombre d'étrangers vivant en Tunisie.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) estime à environ 900 000 le nombre total de Tunisiens émigrés à l'horizon 2020,<sup>14</sup> alors que le nombre de personnes nées à l'étranger et résidant en Tunisie s'élève à environ 60 000 pour la même année. Selon l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE), le nombre estimé de Tunisiens résidant à l'étranger en 2022 est le double de celui de l'ONU (1,8 million). La différence est due aux différentes approches d'enregistrement entre les données des Nations Unies et celles de l'OTE.<sup>15</sup> Le stock d'émigrants tunisiens a augmenté au fil des ans, le nombre de Tunisiens vivant à l'étranger étant au moins 15 fois plus élevé que le nombre d'étrangers résidant en Tunisie depuis les années 1990 (figure 22).<sup>16</sup>

### L'émigration des Tunisiens a augmenté de manière significative au cours des deux dernières décennies, devenant plus irrégulière depuis 2019.

Le flux de migrants réguliers de la Tunisie vers l'Europe, mesuré à la fois par le nombre de permis d'entrée et de permis de séjour de 12 mois délivrés chaque année, a augmenté entre 2009 et 2019 (figure 23). D'autre part, selon l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, les franchissements irréguliers des frontières de l'Europe par des

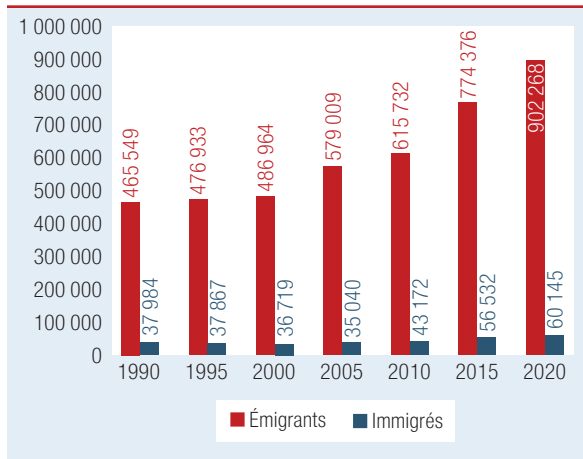
<sup>13</sup> Restelli, 2023. Development and International Migration: The Effect of Income on Regular and Irregular Migration Intentions to Europe. *Population and Development Review*, 49(1), pp.135–174.

<sup>14</sup> UNDESA, Population Division, 2020. *International Migrant Stock 2020*.

<sup>15</sup> Les estimations de l'UNDESA reposent sur les recensements de la population dans les pays de destination et classent les migrants sur la base du pays de naissance. Les statistiques que l'OTE sont basées sur les tunisiens qui s'enregistrent aux ambassades et considère ainsi la migration sur la base de la nationalité. Dans les deux cas, les migrants irréguliers peuvent être largement sous-estimés.

<sup>16</sup> Ces ordres de magnitude sont comparables statistiques qui sortent de l'enquête 2021 Tunisia-HIMS, qui estime un stock total de 566000 tunisiens émigrés ages de 15 ans et plus, et un total de 58990 immigrés en Tunisie (INS, 2021).

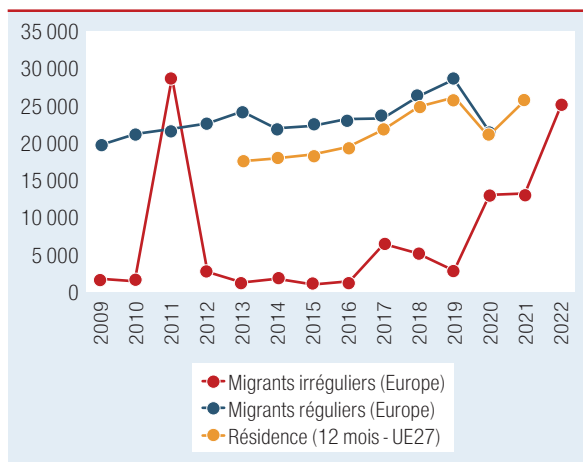
**FIGURE 22** • Les Tunisiens vivant à l'étranger sont historiquement bien plus nombreux que les étrangers résidant en Tunisie  
(stock de migrants vers et depuis la Tunisie)



Source : UNDESA.

ressortissants tunisiens ont augmenté de manière remarquable depuis 2019, atteignant plus de 25 000 pour la seule année 2022. Avec plus de 54 000 arrivées (19 pour cent), les Tunisiens représentent la principale nationalité de migrants irréguliers ayant atteint

**FIGURE 23** • La migration irrégulière de la Tunisie vers l'Europe est en augmentation depuis 2019  
(nombre d'émigrants tunisiens vers l'Europe par type, 2009-2022)



Source : Frontex pour les migrants irréguliers, OCDE pour les migrants réguliers (tous permis), Eurostat pour les titres de séjour de 12 mois.

l'Italie via la route de la Méditerranée centrale entre janvier 2019 et juin 2023.<sup>17</sup>

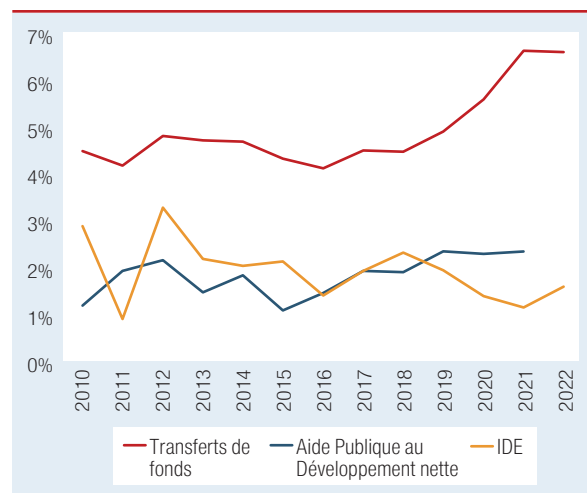
## L'émigration a apporté des avantages significatifs à la Tunisie et à la population tunisienne par le biais de plusieurs canaux clés

L'émigration apporte des avantages économiques significatifs aux Tunisiens, en particulier lorsqu'elle est régulière. L'émigration vers des pays à revenu élevé entraîne généralement une augmentation significative des revenus du migrant, car les salaires pour une même profession sont beaucoup plus élevés dans le pays de destination que dans le pays d'origine.<sup>18</sup> Par exemple, les infirmières tunisiennes peuvent recevoir des salaires jusqu'à dix

<sup>17</sup> Basé sur les données Frontex sur les détections des migrants irréguliers.

<sup>18</sup> Par exemple, si l'on tient compte des caractéristiques des travailleurs et des différences de coût de la vie, le salaire d'un travailleur immigré aux États-Unis est en moyenne 6,8 fois plus élevé (en termes réels) que celui d'un travailleur équivalent exerçant la même

**FIGURE 24** • Les envois de fonds ont toujours été l'afflux financier étranger le plus important pour la Tunisie  
(en pourcentage du PIB)



Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque centrale de Tunisie et Institut tunisien de statistique.

fois plus élevés en Allemagne et en France.<sup>19</sup> Toutefois, ces gains sont considérablement réduits lorsque les migrants sont sans papiers, car ils ne peuvent pas accéder aux emplois formels par crainte d'être repérés et/ou parce qu'ils n'ont pas les licences et les diplômes requis. Les émigrés tunisiens ont partagé une partie de ces gains avec leurs familles et leurs communautés en Tunisie par le biais de transferts de fonds. Au cours des dernières décennies, les envois de fonds ont constitué le principal flux financier vers la Tunisie, atteignant 6,6 pour cent du PIB en 2021-22, soit plusieurs fois plus que les investissements directs étrangers (IDE) et l'aide publique au développement (Figure 24). Ces flux sont également plus stables que les autres, y compris en période de crise. Pour de nombreux migrants et leurs familles, les gains de revenus signifient de meilleures conditions de vie et une plus grande capacité à épargner et à investir dans les entreprises, le logement, l'éducation ou les soins de santé.

**Certains des migrants en partance pour l'étranger sont revenus en Tunisie, ramenant des compétences et des capitaux à investir, bien qu'ils soient moins nombreux à revenir que ceux qui émigrent, en particulier parmi les personnes hautement qualifiées.** En 2021, l'enquête Tunisia-HIMS estime à près de 211 000 le nombre de Tunisiens ayant vécu à l'étranger, pendant trois mois ou plus, et qui sont revenus résider en Tunisie, pour un minimum de six mois. Près d'un migrant de retour sur cinq a déclaré avoir réalisé des investissements en Tunisie. Cette proportion augmente à 27 pour cent parmi ceux qui ont émigré pendant 25 ans ou plus, car l'épargne augmente généralement avec la durée de la migration. Cependant, on estime que le nombre de migrants de retour est resté stable au cours de la dernière décennie, oscillant autour de 7-8 000 par an, un nombre entre 2 et 6 fois inférieur à celui des nouveaux émigrants. Le taux de retour est particulièrement faible parmi les Tunisiens ayant un niveau d'éducation supérieur.<sup>20</sup> Au même moment, certains éléments suggèrent que l'émigration augmente parmi les personnes ayant un niveau d'éducation élevé. Le secrétaire de l'Association médicale tunisienne a indiqué que plus de 970 (7 pour cent) médecins tunisiens ont quitté le pays en

2021 sur les 14 000 médecins travaillant en Tunisie, contre 570 (4 pour cent) en 2018, soit une augmentation de 70 pour cent.<sup>21</sup> Ces tendances sont cohérentes avec la faible performance de l'économie tunisienne et la faiblesse des salaires qui en découle, y compris dans le secteur public (voir la partie A du rapport).

## **Immigration : Relativement peu d'étrangers choisissent la Tunisie comme pays de destination, alors que beaucoup sont confrontés à des défis importants**

**Tout comme les Tunisiens émigrent à la recherche de meilleures conditions de vie, certains étrangers immigreront en Tunisie.** Les immigrés en Tunisie représentent une petite fraction de la population par rapport aux normes internationales. Aujourd'hui, ils représentent environ 0,5 pour cent de la population (figure 25). La part des immigrés dans la population est entre 20 et 25 fois inférieure à celle des pays européens proches, notamment l'Italie et la France, et à celle de la Libye voisine. La part de la Tunisie est conforme à celle d'autres pays de la région, notamment le Maroc et l'Algérie. Toutefois, ces chiffres sont sous-estimés car ils n'incluent pas les immigrants en situation irrégulière. Les données de l'UNDESA montrent que le stock d'immigrants a augmenté d'environ 6 pour cent entre 2015 et 2020, soit près de trois fois moins que la croissance du stock d'émigrants

---

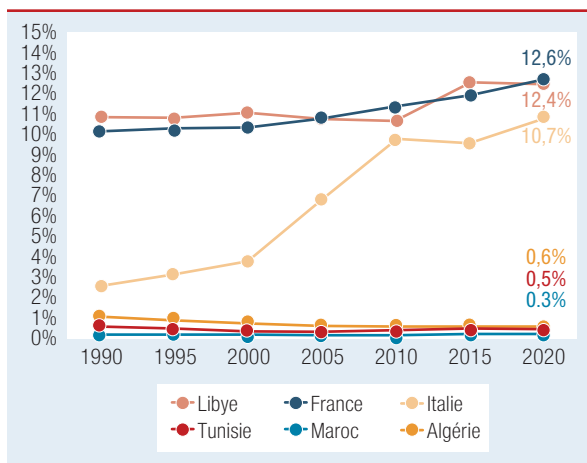
profession dans son pays d'origine en développement. (see Clemens, Michael A., Claudio E. Montenegro, and Lant H. Pritchett. 2019. "The Place Premium: Bounding the Price Equivalent of Migration Barriers." *Review of Economics and Statistics* 101 (2): 201-13.

<sup>19</sup> Clemens, 2015. *Global skill partnerships: a proposal for technical training in a mobile world*. IZA Journal of Labour Policy

<sup>20</sup> Selon le Tunisia-HIMS survey, la majorité des migrants qui reviennent ont un niveau d'éducation primaire (37 percent) ou moins (17 percent), alors que seulement 16 percent ont un diplôme universitaire.

<sup>21</sup> Khdimallah, M. (2022). "975 médecins ont préparé un dossier de départ en 2021: De l'impossibilité de reformer", La Presse.

**FIGURE 25** • Le stock d'immigrés en Tunisie reste relativement faible en pourcentage de la population résidente (*immigrants réguliers en pourcentage de la population résidente totale, pays sélectionnés*)



Source : UNDESA pour le stock d'immigrés et Indicateurs du développement mondial pour les données démographiques.

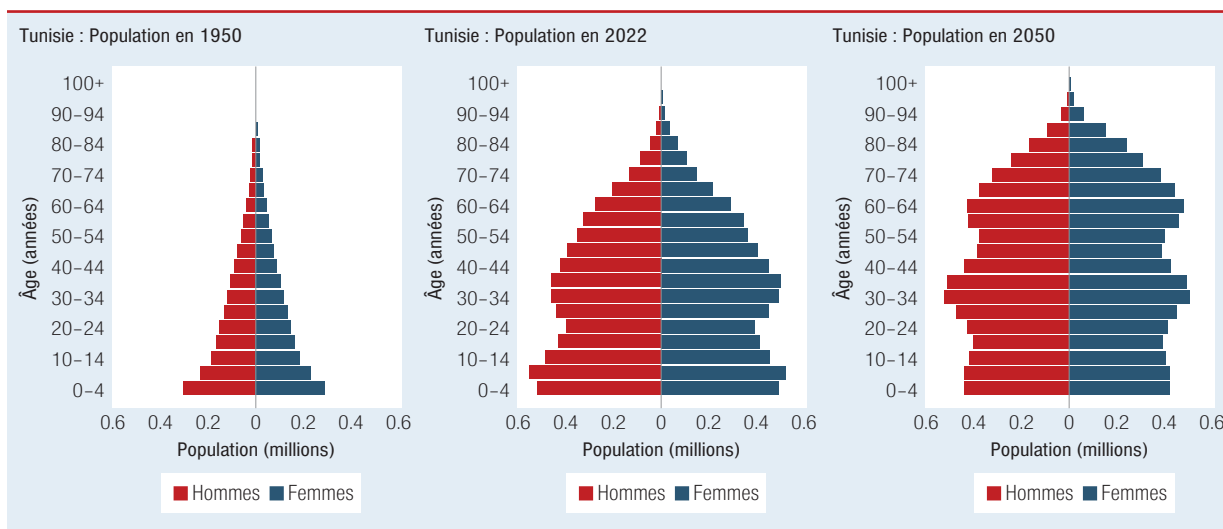
tunisiens (17 pour cent) au cours de la même période. Les Nord-Africains et les Européens représentent la majeure partie de l'augmentation de l'immigration en 2010-20 (72 pour cent) et du stock d'immigrants en 2020 (74 pour cent). L'EMIH-Tunisie estime des tendances similaires.<sup>22</sup>

À moyen et long terme, il sera de plus en plus important d'attirer des migrants en Tunisie, compte tenu de la transition démographique en cours. À l'instar de nombreux pays à revenu moyen et élevé, le taux de fécondité de la Tunisie a chuté de manière significative : de près de 7 enfants en 1960 à seulement 2,06 en 2022 (en dessous du seuil de remplacement). Compte tenu de ces tendances, les perspectives démographiques des Nations unies estiment que la pyramide des âges de la Tunisie ressemblera de plus en plus à celle de l'Italie actuellement, et qu'elle aura besoin d'un afflux de travailleurs (figure 26). L'immigration sera de plus en plus importante pour faire face à cette transition démographique.

**Il est difficile de maintenir un statut régulier en tant que travailleur migrant en Tunisie, ce qui les rend plus vulnérables et les empêche de contribuer pleinement à l'économie tunisienne.** Les entretiens avec les migrants menés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en 2018 ont montré que le principal obstacle à l'accès

<sup>22</sup> Selon l'enquête, le nombre d'émigrants tunisiens a augmenté de 32 % depuis 2014, et le nombre d'immigrants a augmenté d'environ 11 % au cours de la même période.

**FIGURE 26** • La population tunisienne vieillit rapidement



Source : Perspectives démographiques mondiales des Nations unies (2022).

## ENCADRÉ 5 : LE CADRE JURIDIQUE TUNISIEN DE LA MIGRATION ET DU TRAVAIL

Les conditions d'accès des migrants au travail en Tunisie sont régies par deux lois principales : La loi n° 68-7 du 8 mars 1968 relative au régime des étrangers en Tunisie et le code du travail (articles 258 à 269). La procédure d'obtention d'un permis de travail est complexe et peut prendre plusieurs mois. Le cadre juridique ne fournit pas de lignes directrices claires pour l'obtention d'une autorisation de travail, laissant une grande marge de manœuvre à l'administration tunisienne.<sup>a</sup> Cela peut entraîner des incertitudes et des retards dans le processus.

La loi tunisienne établit un lien étroit entre la résidence légale et l'autorisation de travail. Pour travailler en Tunisie, les migrants doivent avoir une résidence régulière dans le pays et leur carte de séjour doit mentionner explicitement qu'ils sont autorisés à travailler. Même lorsque les migrants sont en mesure d'obtenir un tel permis de travail, celui-ci n'est valable qu'un an et doit être renouvelé chaque année. Il est donc difficile pour les migrants de conserver un emploi à long terme. Par conséquent, de nombreux migrants finissent par travailler de manière informelle, sans contrat ni autorisation de travail, sans protection sociale et deviennent plus vulnérables.<sup>b</sup>

La loi tunisienne et le code du travail prévoient des sanctions en cas de non-respect des règles relatives à l'emploi des migrants. Ces sanctions s'appliquent aussi bien aux employés qu'aux employeurs fautifs. En effet, un travailleur migrant qui travaille sans contrat ou sans autorisation de travail encourt les sanctions suivantes : licenciement, sanction financière et/ou peine d'emprisonnement (Code du travail, articles n° 258-2 et 266). En cas de non-respect des articles précédents, les travailleurs migrants risquent l'expulsion (Code du travail, article n° 267).

Le système juridique tunisien a intégré les normes de l'OIT pour renforcer la protection des droits des migrants, notamment par le biais de la loi de 2016 sur la prévention contre toutes les formes de traite des êtres humains et de la loi de 2018 sur la protection contre toutes les formes de discrimination raciale.<sup>c</sup> Cependant, la Tunisie n'a pas encore ratifié les instruments pertinents de l'OIT relatifs aux travailleurs : Convention n°97 sur les travailleurs migrants (révisée) de 1949 et n°143 sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires) de 1975.

<sup>a</sup> ILO, ONM and OHCHR, 2017. L'emploi formel et informel des travailleurs immigrés en Tunisie.

<sup>b</sup> Terre d'Asile Tunisie, 2020. L'accès au travail des migrants en Tunisie: du cadre juridique à la pratique

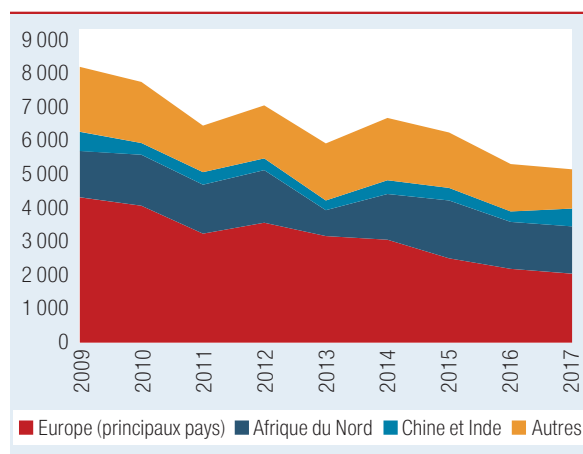
<sup>c</sup> ILO, 2023. Évaluation du fonctionnement réel des accords bilatéraux de sécurité sociale entre la Tunisie et la France, l'Allemagne, le Maroc et l'Égypte.

à l'emploi formel en Tunisie est l'obtention d'un permis de séjour, qui est à son tour nécessaire pour obtenir un permis de travail.<sup>23</sup> Le gouvernement tunisien a réduit le nombre de ces permis de travail entre 2009 et 2017 (figure 27) malgré l'augmentation du nombre d'immigrants en Tunisie. Le cadre juridique et son application rendent le processus d'obtention d'un permis de travail fastidieux (voir encadré 5). Il en résulte un accès légal limité au marché du travail pour les migrants dans le pays.<sup>24</sup> En conséquence, la majorité des travailleurs migrants sont employés de manière informelle en Tunisie.<sup>25</sup> La plupart des travailleurs irréguliers arrivent régulièrement en Tunisie pour d'autres raisons et travaillent de manière irrégulière ou finissent par dépasser la durée de leur visa, en particulier dans le cas des étudiants étrangers qui

<sup>23</sup> Les entretiens ont été menés auprès d'un échantillon de 450 migrants originaires du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne.. IOM, 2019. Evaluation des besoins des communautés migrantes & des communautés hôtes en Tunisie.

<sup>24</sup> ILO, 2019. Diagnostic sur les processus de recrutement des travailleurs en Tunisie.

**FIGURE 27 • La Tunisie a accordé moins d'autorisations de travail alors que l'immigration est croissante (nombre d'autorisations de travail délivrées par le MFPE par principales nationalités, 2009-2017)**

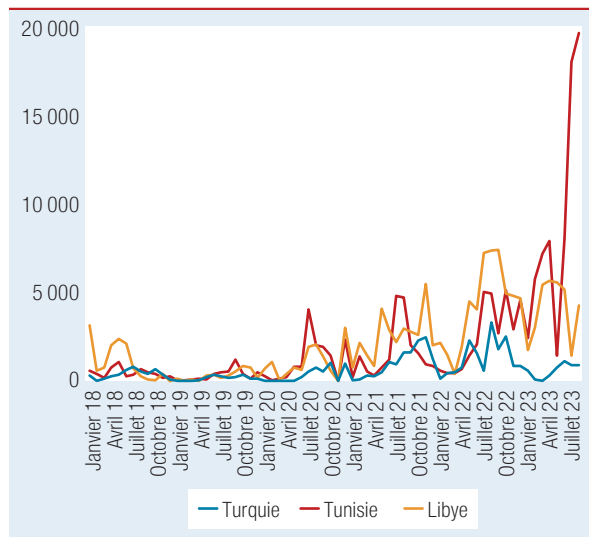


Source : Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi, 2016 et 2018.

<sup>25</sup> Selon une enquête réalisée en 2016 par Terre d'Asile Tunisie, environ quatre cinquièmes des travailleurs migrants étaient employés de manière informelle en 2016 (Terre d'Asile Tunisie, 2016. Portrait de migrants).



**FIGURE 28** • En 2023, la Tunisie est devenue le point de départ le plus important pour les migrants irréguliers vers l'Italie  
(nombre d'arrivées maritimes irrégulières en Italie par point de départ)



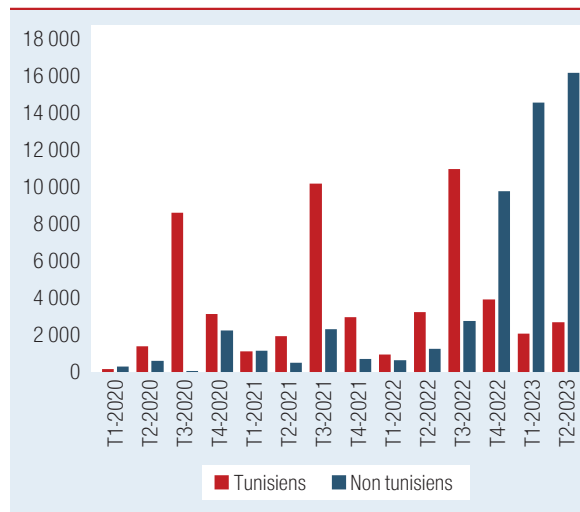
Source : HCR, 2023. Tableau de bord des arrivées par voie maritime en Italie.

ne sont pas autorisés à travailler en Tunisie.<sup>26</sup> Le statut irrégulier réduit la contribution des migrants à l'économie.<sup>27</sup> En outre, il les expose à des violations et à l'exploitation, notamment à des violations des droits des travailleurs, à des expulsions forcées, à la violence, à l'intimidation et à l'exploitation.<sup>28</sup>

## La Tunisie est devenue un pays de transit majeur pour la migration irrégulière vers l'Europe

**En 2023, la Tunisie est devenue le principal pays de transit pour la migration irrégulière en Méditerranée centrale et a augmenté le recours aux mesures de dissuasion.** Au cours des huit premiers mois de 2023, 73 829 personnes sont arrivées irrégulièrement en Italie par la mer depuis la Tunisie. Cela représente environ 44 pour cent de tous les migrants irréguliers vers l'Europe et deux tiers des migrants irréguliers vers l'Italie via la route de la Méditerranée centrale au cours de cette période. En conséquence, la Tunisie a dépassé la Libye en tant que principal port de départ (figure 28). Environ 62 500 des personnes ayant

**FIGURE 29** • Les Tunisiens représentent une minorité des arrivées en provenance de Tunisie depuis le dernier trimestre 2022  
(nationalité des migrants arrivant par la mer en Italie et embarqués en Tunisie)



Source : HCR, 2023. Tableau de bord des arrivées par voie maritime en Italie et données de détection Frontex.

quitté la Tunisie n'étaient pas tunisiennes (figure 29). L'écrasante majorité d'entre eux étaient des Africains subsahariens, en particulier des Ivoiriens et des Guinéens, ce qui constitue un net changement par rapport aux années précédentes où les Tunisiens constituaient la majorité des départs. La plupart des ressortissants ivoiriens, guinéens et camerounais arrivant en Italie ont déclaré avoir résidé en Tunisie pendant de longues périodes avant de décider de partir en raison de difficultés économiques croissantes. Toutefois, des rapports font également état d'un nombre croissant de

Ce chiffre est confirmé par des données d'enquête plus récentes recueillies par le Centre de migration mixte en 2021. (Mixed Migration Centre (MMC), 2021. *Hidden hardship of an unnoticed workforce: the economic lives of refugees and migrants in Tunisia*), qui révèle que 88 pour cent des répondants travaillaient sur la base d'un accord verbal.

<sup>26</sup> Terre d'Asile Tunisie (ibid.).

<sup>27</sup> World Bank (2023). World Development Report. Migrants, Refugees, and Societies: World Development Report 2023.

<sup>28</sup> OMCT (2023). "Mapping of responses to human rights violations People in mixed migration flows in Tunisia".

Subsahariens transitant uniquement par la Tunisie.<sup>29</sup> Au cours des derniers mois, la Tunisie a fortement renforcé les contrôles aux frontières et les patrouilles, ainsi que les mesures de dissuasion telles que la relocalisation des migrants loin de la région de Sfax, la principale plaque tournante des départs en Tunisie.

**L'augmentation des départs irréguliers a entraîné une hausse des incidents et des victimes au large des côtes tunisiennes.** Le Missing Migrants Project (MMP) de l'OIM estime que 765 migrants sont morts et que 1 008 autres sont portés disparus alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée centrale au cours du premier semestre 2023. Cela représente plus du triple du nombre de victimes au cours de la même période en 2022 et 2021. Il s'agit d'une estimation du même ordre de grandeur que les années de la « crise migratoire » de 2015–16. La route de la Méditerranée centrale reste la route migratoire connue la plus meurtrière au monde, avec plus de 17 000 décès et disparitions enregistrés depuis 2014. Le HCR rapporte que les incidents sont beaucoup plus probables pour les Subsahariens voyageant depuis la Tunisie sur des bateaux en métal.<sup>30</sup>

## Quelles politiques les gouvernements peuvent-ils mettre en œuvre pour maximiser les effets positifs des migrations sur le développement et en atténuer les conséquences les plus négatives?

Le Rapport sur le développement dans le monde 2023 propose un cadre politique visant à maximiser les gains nets de la migration pour les pays d'origine, d'accueil et de transit. Ce cadre repose sur l'adéquation entre les compétences des migrants et les besoins des pays de destination, ainsi que sur les motivations qui poussent les individus à émigrer.<sup>31</sup> Lorsque l'adéquation des migrants est forte, les gains sont importants pour eux-mêmes et pour les pays d'origine et de destination. C'est le cas pour la plupart des migrants, qu'ils soient hautement ou faiblement qualifiés, réguliers ou irréguliers. Dans ce cas, l'objectif politique devrait être de maximiser les gains pour tous. Pour les réfugiés, lorsque l'adéquation est faible, les coûts doivent être partagés — et réduits — de manière multilatérale. Les situations de réfugiés

pouvant durer des années, l'objectif politique doit être de réduire les coûts d'accueil tout en maintenant des normes adéquates de protection internationale. Lorsque l'appariement est faible et que les personnes ne sont pas des réfugiés, des défis politiques difficiles se posent, en particulier lorsque les migrants sont en situation irrégulière et en détresse. Si les pays de destination peuvent réglementer l'entrée de ces migrants, l'expulsion et le refus d'entrée peuvent conduire à des traitements inhumains. Les politiques restrictives des pays de destination peuvent également imposer des coûts à certains pays de transit. La politique devrait réduire le besoin de migration en détresse, tandis que le développement peut jouer un rôle essentiel.

En tant que pays d'émigration, la Tunisie pourrait étendre les programmes de mobilité bilatéraux et régionaux afin de faciliter l'émigration régulière et de maximiser les gains dans le pays d'origine et dans le pays de destination. À l'heure où un grand nombre de Tunisiens envisagent d'émigrer, il semble nécessaire d'étendre et de renforcer ces programmes de mobilité afin de permettre aux candidats à l'émigration d'accéder à des voies de migration légales.<sup>32</sup> Cet accès est crucial pour assurer des garanties juridiques et une protection contre les abus, l'accès à une gamme de services dans les pays de destination et des gains accrus pour les pays d'origine comme pour les pays d'accueil (Banque mondiale, 2023). Bien que l'application de ces accords nécessite des efforts continus de la part des pays d'origine et des pays d'accueil, les Philippines, qui ont conclu 54 accords bilatéraux sur le travail depuis les années 1970, ont réussi à offrir de meilleures conditions aux émigrants, notamment en supprimant les frais de placement dans les pays du Golfe et en établissant un salaire minimum, en procédant à des réformes plus larges pour mieux doter les travailleurs de compétences et de connaissances

<sup>29</sup> UNHCR, 2023. Italy – Sea arrivals dashboard, June 2023. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/102839>.

<sup>30</sup> UNHCR, 2023. Italy – Sea arrivals dashboard, March 2023. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/100615>.

<sup>31</sup> See World Bank (2023). Migrants, Refugees, and Societies: World Development Report 2023.

<sup>32</sup> Selon l'enquête du Baromètre arabe, près de 45 % des Tunisiens (environ 5 millions d'individus) envisagent d'émigrer en 2021.

techniques, en réduisant les coûts d'envoi des fonds, en proposant des formations commerciales et en accordant des prêts aux migrants de retour.<sup>33</sup>

**Bien que la Tunisie ait signé un certain nombre d'accords bilatéraux sur la mobilité de la main-d'œuvre, ces programmes pourraient être élargis pour mieux s'adapter à la taille du bassin de migrants et aux besoins des pays de destination.** Selon l'enquête du Baromètre arabe, près de 45 pour cent des Tunisiens (environ 5 millions de personnes) envisagent d'émigrer en 2021. Le programme bilatéral le plus important et le plus ancien en Tunisie – l'accord tuniso-français signé en 2008 – comprend environ 9 000 places chaque année pour les travailleurs ayant des compétences et des qualifications qui ne sont pas satisfaites sur le marché du travail français.<sup>35</sup> Dans le même temps, près de 90 pour cent des entreprises françaises éprouvent des difficultés à pourvoir les postes vacants, et un tiers d'entre elles ont des postes vacants non pourvus depuis plus d'un an.<sup>35</sup> L'accord récemment signé de Partenariat pour les talents entre l'UE et pourrait contribuer à élargir et renforcer de tels programmes bilatéraux.

**Pour renforcer leur efficacité, la Tunisie pourrait envisager d'adapter les accords de travail avec les pays d'accueil confrontés à des pénuries de main-d'œuvre ou à une augmentation de la demande de main-d'œuvre.** La Tunisie et les pays de destination partenaires peuvent s'appuyer sur les leçons tirées des expériences précédentes, y compris le partenariat de compétences pour la mobilité des infirmières qui a été mis en place entre l'Allemagne et la Tunisie depuis 2013.<sup>36</sup> Les aspects clés à prendre en compte pour l'efficacité de ces programmes sont (a) la disponibilité et la capacité technique des installations de formation à l'origine ; (b) l'accessibilité des coûts de scolarité et de subsistance ; (c) l'accessibilité des visas par le pays de destination à la fin de la formation ; (d) l'accessibilité de la certification à la fin de la formation ; (e) l'implication opportune du secteur privé (employeur) et la formation conjointe (à la fois à l'origine et à la destination).<sup>37</sup>

**Puisque son importance en tant que pays d'accueil est susceptible d'augmenter, la Tunisie peut également accroître les avantages économiques des immigrés tout en préservant leur bien-**

**être et leurs droits.** Il serait important d'établir des voies légales pour les travailleurs en demande d'immigration, y compris les travailleurs peu qualifiés, afin de maximiser les avantages de l'immigration pour la Tunisie. La meilleure façon d'y parvenir est d'impliquer de multiples parties prenantes, y compris le secteur privé et les pays d'origine. L'expérience des pays de destination qui ont adopté des politiques visant à attirer les migrants nécessaires peut être utile à cet égard, notamment en ce qui concerne les droits à l'emploi et les privilèges de résidence comparables à ceux des ressortissants nationaux. Par exemple, l'Autriche, l'Allemagne, le Portugal, la Suède et les Émirats arabes unis ont mis en place des visas de recherche d'emploi en vertu desquels les travailleurs étrangers qui répondent à des critères spécifiques sont autorisés à entrer dans le pays pour y trouver un emploi. Parallèlement, la plupart des pays de l'UE adoptent également des programmes temporaires pour répondre à la demande de main-d'œuvre dans tous les domaines de compétences. Par exemple, l'Espagne et le Maroc ont signé en 2001 un accord bilatéral permettant aux Marocains de travailler dans le secteur agricole espagnol jusqu'à neuf mois par an. Ce visa peut servir de «période d'essai» avant que les migrants ne demandent un statut permanent. Ces régimes prévoient des droits en matière d'emploi et des privilèges de résidence comparables à ceux des ressortissants nationaux. La Tunisie peut prendre exemple et adopter des politiques similaires pour faciliter la tâche des travailleurs étrangers qui sont en demande, par exemple dans le secteur de la construction.

<sup>33</sup> World Bank. 2023. World Development Report 2023: Migrants, Refugees, and Societies. Washington, DC: World Bank.

<sup>34</sup> Ces travailleurs bénéficient de visas de circulation et d'un accès au marché du travail français. Source: Direction Général du Placement à l'Étranger et de la Main d'Oeuvre Étrangère. Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

<sup>35</sup> Ladepeche (2023) « DOSSIER. Emploi : la France confrontée à la pénurie de main-d'œuvre », 30 May 2023.

<sup>36</sup> Details du programme: [https://www.arbeitsagentur.de/vor-ort/datei/triple-win-factsheet-englisch\\_ba066707.pdf](https://www.arbeitsagentur.de/vor-ort/datei/triple-win-factsheet-englisch_ba066707.pdf).

<sup>37</sup> Triandafyllidou, A., Bartolini, L. and C.F. Guidi (2019) Exploring the Links Between Enhancing Regular Pathways and Discouraging Irregular Migration, IOM: Geneva.







**LA BANQUE MONDIALE**

1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433